



Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

AFRIQUE	BENIN Treize chefs d'Etat au cinquantenaire de l'indépendance du Bénin	2010.07.30
AFRIQUE	CULTURE Indépendances le Togo et le Sénégal	2010.07.30
AFRIQUE	HISTOIRE LA TRAITE DES ESCLAVES	2010.07.30
AFRIQUE	INDEPENDANCES Anniversaire - Du Dahomey au Bénin en quelques dates clé	2010.07.31
AFRIQUE	NIGER Embarras autour du cas de l'ancien président nigérien Mamadou Tandja	2010.07.29
MONDE	MATIERES PREMIERES Le prix du blé a grimpé de 29% en juillet	2010.07.30
TOGO	ADMINISTRATION DOUANES Le Togo à l'école au Cameroun	2010.07.31
TOGO	ARMEES B. COMPAORÉ parrain 13e promotion élèves Officiers nom de baptême «Coopération»	2010.07.31
TOGO	ARMEES Le Président du Faso au Togo et au Bénin	2010.07.29
TOGO	CHANGEMENT CLIMATIQUE Le Forum D'adaptation Communautaire au Togo	2010.07.30
TOGO	CORRUPTION Double vente terrain Les préfets et chefs de villages très sensibles aux pots de vin	2010.07.31
TOGO	CULTURE MUSIQUE ABLAFO ou l'originalité de l'afro jazz	2010.07.30
TOGO	DIASPORA Rencontre annuelle des togolais de la Diaspora. Bruxelles 25 et 26 juillet 2010	2010.07.30
TOGO	MICROFINANCE IDH de Kwassi Klutsè mis sous administration provisoire	2010.07.30
TOGO	ECONOMIE validation étude sur le climat des investissements et la croissance par l'exportation	2010.07.28
TOGO	ECONOMIE Ils prennent les Togolais pour des cancre !	2010.07.30
TOGO	GOUVERNANCE Philip English : « Le Togo est riche ...mais mal géré » !	2010.07.29
TOGO	JEUNESSE et responsabilité Forum de l'Ecole Citoyenne 1ère édition au Togo	2010.07.31
TOGO	QUALITÉ DE VIE dans le monde. Le Togo classé dernier par l'Institut américain « GALLUP »	2010.07.29
TOGO	LITTERATURE POLITIQUE Gouvernances et errances	2010.07.29
TOGO	MEDIAS PRESSE L'actu de la semaine relatée par la presse	2010.07.30
TOGO	MEDIAS-PRESSE ADEBAYOR porte plainte	2010.07.30
TOGO	POLITIQUE L'UFC en congrès extraordinaire le 12 août prochain	2010.07.30
TOGO	POLITIQUE SAGA OBUTS Procès en appel le 14 août, selon Agbéyomé KODJO	2010.07.31
TOGO	POLITIQUE Un ordre bizarre sur la table de Jean-Pierre Fabre	2010.07.29
TOGO	POLITIQUE Andoch Bonin Nous n'avons pas confiance au clergé	2010.07.29
TOGO	POLITIQUE Les signes d'une fausse réconciliation au Togo	2010.07.29
TOGO	POLITIQUE Le président national de l'UFC à la rencontre des Us et Coutumes des Lacs	2010.07.29
TOGO	POLITIQUE Crise à l'UFC L'Union des fédérations des Savanes rompt le silence	2010.07.27
TOGO	SANTE PALUDISME 1 personne sur 20, décède de la maladie	2010.07.31
TOGO	SANTÉ La peste porcine africaine s'étend au nord du Togo	2010.07.30
TOGO	SOLIDARITE Nouveaux services pédiatrie-néonatalogie hôpital AFAGNAN, zone plus pauvre pays	2010.07.19
TOGO	SOLIDARITE Recherche des partenaires et de financement	2010.07.29



AFRIQUE BENIN Treize chefs d'Etat au cinquanteaire de l'indépendance du Bénin

PANA 30-07-2010

Au moins treize chefs d'Etat africains participeront aux festivités du cinquanteaire de l'indépendance du Bénin dimanche à Porto- Novo, a-annoncé Le ministre béninois des Affaires étrangères, Jean-Marie Ehouzou.

Il s'agit de John Atta Mills du Ghana, Laurent Gbagbo de la Côte d'Ivoire, Abdoulaye Wade du Sénégal, Blaise Compaoré du Burkina Faso, Faure Essozima Gnassingbé du Togo, Ali Ben Bongo du Gabon, Denis Sassou Nguesso du Congo, Idriss Déby du Tchad, Ellen Sirleaf Johnson du Liberia, Salou Djibo du Niger, Amadou Toumani Touré du Mali, Téodoro Obiang Nguéma de la Guinée Equatoriale et Paul Biya du Cameroun.

Plusieurs délégations de pays africains, européens et d'ailleurs dont le Koweït, le Maroc et La France participeront également aux manifestations.

Des contingents militaires d'une dizaine de pays - France, Congo, Gabon, Togo, Burkina Faso, Ghana, Sénégal, Nigeria - défileront aux côtés des Forces armées béninoises.

Le Bénin (ex Dahomey), ancienne colonie française, est devenu indépendant le lundi 1er août 1960 avec pour premier président Hubert Koutoukou Maga.

Dirigé depuis le 06 avril 2006 par Boni Yayi, le Bénin a connu 12 chefs d'Etat dont l'avant dernier, Mathieu Kérékou a totalisé 28 ans de pouvoir



[Léopold Sédar Senghor, poète et président](#)

29.07.2010 - **Ecoutez l'analyse de János Riesz. Ce grand spécialiste de l'oeuvre de Léopold Sédar Senghor a longtemps dirigé le Centre d'Etudes africaines de l'Université de Bayreuth. János Riesz s'explique sur les indépendances.**

2010, année africaine. 17 Etats commémorent le cinquantenaire de leur indépendance, parmi eux, le Sénégal et le Togo, où se trouvait il y a quelque temps János Riesz, le père des Etudes africaines en Allemagne. János Riesz a longtemps dirigé l'Institut des Etudes africaines de Bayreuth, dans le sud de l'Allemagne. Il est spécialiste de l'oeuvre de Léopold Sédar Senghor, qui a présidé aux destinées du Sénégal de 1960 à 1980. Cet ancien professeur s'exprime sur les cinquante ans des indépendances africaines, et tout d'abord sur la situation au Togo.

Ecoutez l'interview ci-dessous avec János Riesz

Auteur : Carine Debrabandère

Edition : Anne Le Touzé

Séquences audio et vidéo sur le sujet

- [Interview avec János Riesz](#)

AFRIQUE HISTOIRE LA TRAITRE DES ESCLAVES

Les royaumes de l'esclavage



http://www.dailymotion.com/video/xda2z_les-royaumes-de-l-esclavage_news

30 juillet 2010

Grand reportage : LA TRAITRE DES ESCLAVES

Quel était le degré d'implication réelle des royaumes africains ? Un reportage à polémique au débat partiel pour certains, une vérité historique pour d'autres.

Le Grand reporter noir américain fasciné par l'Afrique, le professeur Henry Louis Gates part sur les traces de ses origines : Il se rend dans les ports d'où partaient les négriers, sur les marchés où étaient vendus les esclaves, à travers le Ghana, le Togo et le Bénin.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



AFRIQUE INDEPENDANCES Anniversaire - Du Dahomey au Bénin en quelques dates clé



L'ambassadeur du Dahomey en France, Emile Zinsou (à gauche), serre la main du ministre des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville, au cours d'une cérémonie au Quai d'Orsay le 08 mars 1962 à Paris. AFP

Par [DIDIER SAMSON](#) samedi 31 juillet 2010 -

C'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que les contours des institutions politiques africaines se sont dessinés. Le rôle des nouveaux élus locaux a été primordial dans l'édification des régions qui ont accédé plus tard à l'indépendance. L'espace du Dahomey (actuel Bénin), accolé au Togo a été un laboratoire dans l'art de découper un territoire livré aux jeux et alliances politiques, d'où deux républiques verront le jour.



Sourou Migan Apithy. DR

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

En 1945, le gouvernement provisoire français avait instauré une représentation à double collège pour les colonies au sein de l'Assemblée nationale : le premier regroupait les citoyens français et le second les sujets de l'empire colonial. C'est à ce titre que **Sourou Migan Apithy a été le premier élu, représentant le Dahomey et le Togo à côté du révérend-père Francis Aupiais, en octobre 1945,**

A l'Assemblée nationale française, les députés constituaient des groupes qui allaient marquer le plus souvent une opposition franche entre les représentants « africains » et les « citoyens » français censés tous représenter le même territoire colonial. Toute l'histoire politique du Dahomey devenu Bénin s'est nouée à cette époque. Au palais Bourbon à Paris (siège de l'Assemblée nationale), Sourou Migan Apithy avait rejoint le groupe constitué par la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO), alors que le révérend-père Aupiais était dans le groupe opposé du Mouvement républicain populaire (MRP).



Le révérend-père Francis Aupiais. DR

Les courants politiques allaient manifester davantage leur opposition en octobre **1946 lors du congrès fondateur de Rassemblement démocratique africain (RDA) à Bamako**. La délégation du Dahomey y a tenu une importante place avec Sourou Migan Apithy élu vice-président, Louis-Ignacio Pinto président de la commission de la politique générale mais Emile Derlin Zinsou a, lui, refusé le poste de secrétaire général reprochant au nouveau RDA son affiliation au Parti communiste français (PCF).

Dès ce premier couac l'histoire politique du Dahomey sera jalonnée d'alliances et de partis qui se font et se défont au gré des intérêts et querelles entre dirigeants.

Peu avant la constitution du RDA, c'est **la quatrième République qui naissait en France le 13 octobre 1946**. Elle ouvrait la voie à la formation du Conseil général par territoire dont celui du Dahomey vit le jour le **15 novembre 1946**. Ses représentants constitueront un Conseil de la République qui siègera au Grand conseil de l'Afrique occidentale française (AOF) et à l'Assemblée de l'Union française. C'est à cette même période qu'on situe la naissance du premier grand parti dahoméen : **Union progressiste dahoméenne, UPD avec Sourou Migan Apithy**. Un second groupe influent, le **Bloc populaire africain (BPA)** s'installait aussi sur l'échiquier politique mené par Emile Poisson et Justin Tométin Ahomadégbé, dès **le mois de décembre 1946**.



Emile Poisson. DR

Mais en 1947 au rythme de l'instabilité politique en France, une série d'élections ouvrait la voie à une période d'agitation politique devenue le lot de ce territoire qui préparait fiévreusement son autonomie. Par ailleurs l'éloignement des représentants dahoméens au sein des institutions de la 4^e République à Dakar et à Paris va favoriser l'émergence de groupuscules et de nouveaux leaders qui ont développé un discours de terrain avec des préoccupations immédiates. Des scissions apparaîtront au sein de l'UPD et marqueront à jamais la vie politique de ce futur Etat.



Justin Tométin Ahomadégbé. DR

En mai 1951 les élections à l'Assemblée nationale française révélaient une profonde rupture. L'UPD implose. Le leader légendaire Apithy est contesté. Il va aux élections avec une liste « Union française ». Les natifs du nord du Dahomey auxquels le comité directeur de l'UPD avait refusé une seconde place sur la liste claquent la porte et fondent le Groupement ethnique du nord du Dahomey (GEND) qui deviendra plus tard le Mouvement démocratique dahoméen (MDD). Son leader, Hubert Maga est élu. Une fois les sièges attribués Apithy crée son parti : le Parti républicain du Dahomey (PRD).

Les querelles de personnes créent des courants aux lignes floues au sein des partis au sud du pays, alors que dans le nord Hubert Maga réussit à hisser son mouvement au rang de parti rassembleur **et en août 1957 le MDD devient le Rassemblement démocratique dahoméen (RDD)**, alors qu'au sud une kyrielle de partis enterrent l'historique UPD. En marge de ce bouillonnement politique l'histoire va continuer de s'écrire. **En mai 1957 Sourou Migan Apithy est élu vice-président du Conseil de gouvernement du Dahomey**, le poste de président étant réservé de droit au gouverneur de la colonie.



A Paris, Jacques Foccart, chargé des relations africaines, et Hubert Maga, président du Dahomey. AFP

Le 28 septembre 1958 le Dahomey dit Oui au référendum instituant la V^e République en France et à la Communauté française. Le 4 décembre 1958 Apithy est tout nouveau président du Conseil de gouvernement. Mais ironie du sort, contrairement à ce qui s'est passé dans la plupart des anciennes colonies accédant à l'indépendance, cette position de président du Conseil de gouvernement ne le portera pas à la tête du nouvel Etat.

En Avril 1959 la première Assemblée nationale dahoméenne est élue sans majorité politique distincte. C'est alors un gouvernement d'union nationale qui conduira le pays à l'indépendance. Deux grands groupes politiques se constituent au sud du pays autour de deux leaders, Apithy et Ahomadégbé inconciliables. Cette situation profite à **Hubert Maga** qui reçoit le soutien de l'Union démocratique dahoméenne (UDD-RDA) de Justin Ahomadégbé. **Il est élu premier président du Dahomey, le 26 juillet et proclame l'indépendance du pays le 1^{er} août 1960.**



Christophe Soglo. DR

Mais le 28 octobre 1963 le colonel Christophe Soglo prend le pouvoir ouvrant ainsi le ban des coups d'Etat militaires. En Janvier 1964 il confie les rênes du pouvoir à Sourou Migan Apithy. Ce dernier est vite démis de ses fonctions et remplacé par Justin Ahomadégbé. Mais de nouvelles tensions politiques ramèneront, en décembre 1965, les militaires au pouvoir, avec le même Christophe Soglo devenu entre temps général.

Mais au rythme d'un coup d'Etat militaire tous les 18 mois environ, tous les leaders politiques ont, à un moment ou un autre, été portés à la présidence de la République. En mai 1970, un Conseil présidentiel a été instauré avec Hubert Maga, Justin Tométin Ahomadégbé et Sourou Migan Apithy. Une présidence tournante tous les 2 ans est prévue avant des élections générales. Mais un nouveau coup d'Etat militaire interrompt l'expérience, le 26 octobre 1972. Le commandant Mathieu Kérékou prend la tête d'un gouvernement militaire révolutionnaire qui mettra un terme définitif aux coups d'Etat.



Le président français, François Mitterrand, est accueilli par le président béninois Mathieu Kérékou à Cotonou, au Bénin, le 16 janvier 1983. AFP

Ce régime transforme la vie politique, sociale et économique du Dahomey. Il décrète le marxisme-léninisme comme doctrine d'Etat le 30 novembre 1974 avant de procéder un an plus tard, le 30 novembre 1975 au changement de nom. La République populaire du Bénin naît avec l'instaurant d'un parti unique, le Parti de la révolution populaire du Bénin (PRPB). Le 30 novembre est décrété fête nationale à la place du 1^{er} août.

Le régime se durcit : nationalisations, réformes agraire, scolaire et universitaire, centralisme démocratique, police politique, tous les ingrédients de la dictature sont réunis. Le pays s'enlise dans une profonde crise

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

sociale et économique poussant le régime à **renoncer à l'idéologie du marxisme-léninisme en décembre 1989. Les Forces vives de la nation sont convoquées pour une conférence nationale en février 1990** qui suspendra la constitution en provoquant de fait la fin du régime Kérékou. Il sera tout de même maintenu au pouvoir désormais contrôlé par un Haut conseil de la république avec Nicéphore Soglo comme Premier ministre en mars 1990. **Une nouvelle constitution est adoptée en décembre 1990 avec l'instauration du multipartisme. Les premières législatives de l'ère du renouveau démocratique sont organisées en février 1991 et dans la foulée la présidentielle porte Nicéphore Soglo à la magistrature suprême.**



Nicéphore Soglo. AFP

Cinq ans plus tard il est battu par Mathieu Kérékou qui se fera réélire pour un deuxième et dernier mandat en 2001. La rénovation de l'Etat se poursuit avec les **premières élections municipales et communales en décembre 2002**. Un nouveau président de la République, Boni Yayi est élu en avril 2006 confirmant ainsi l'ancrage et le respect des institutions de la République.



AFRIQUE NIGER Embarras autour du cas de l'ancien président nigérien Mamadou Tandja



Jeudi, 29 Juillet 2010 14:33 - Mamadou Tandja est en résidence surveillée depuis le coup d'État du 18 février 2010. Et l'ancien président du Niger vient de demander par courrier la clémence du Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD). Il souhaite qu'on lui évite un procès. Jusqu'à présent, il régnait un certain consensus autour de sa condition. Mais ces lettres changent la donne. Et du côté des organisations de défense des droits de l'homme on s'inquiète désormais de cette situation.

Même s'il est bien traité à la villa verte, le statut de Mamadou Tandja n'en reste pas moins flou. Même si une commission anticorruption vérifie des accusations de détournement de fonds publics, aucune procédure judiciaire n'est en cours contre lui. Selon Khalid Ikhiri, président de l'Association nigérienne pour la défense des droits de l'homme, cette situation doit changer. « Il n'est pas normal que l'ancien président Tandja soit retenu sans qu'il soit jugé, ni libéré ».

Mabasa Fall, délégué permanent de la FIDH auprès de l'Union africaine, juge la situation intolérable. « Certains acteurs du jeu politique nigérien nous ont dit : si le président Tandja est libéré ça pourrait mettre en péril la sécurité du Niger. Il nous a aussi été dit que les prisons nigériennes sont dans un état déplorable. Et si le président Tandja devait être transféré sa vie pourrait même être mise en péril. Mais nous disons que cette détention est une détention extrajudiciaire. Comment la justice ne pourrait-elle ne pas se prononcer sur ce dossier ? »

La balle est donc dans le camp de la junte. Les militaires vont-ils attendre la fin de la transition et laisser le futur pouvoir civil gérer le cas Tandja ? Il y a deux mois, le chef de la junte Salou Djibou, a seulement déclaré que les Nigériens décideront de son sort au moment opportun.

RFI

LE TEMPS MONDE MATIERES PREMIERES Le prix du blé a grimpé de 29% en juillet

Sandrine Hochstrasser vendredi 30 juillet 2010

La chaleur dans les pays de l'Est a affecté les récoltes

Les prix des céréales, blé en tête, ont poursuivi leur ascension, jeudi, sur le marché toujours conforté par la dégradation des cultures à l'est de l'Europe. La situation dans ces pays s'aggrave chaque jour un peu plus, les fortes chaleurs dépréciant la qualité des grains tout en entamant le potentiel de la récolte.

En Russie, dans les zones les plus touchées, les rendements seraient inférieurs de moitié à ceux de 2009. En Ukraine, le rendement moyen tournerait autour de 27,5 quintaux à l'hectare, contre 31,5 quintaux l'an passé. Les blés du Kazakhstan ne seraient pas à la hauteur de leur réputation.

La catastrophe soutient les prix chez les autres exportateurs, en particulier les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et l'Union européenne. Ces derniers entrevoient de belles opportunités de ventes sur le pourtour méditerranéen ou dans le Sud-Est asiatique. A Chicago, les cours du blé ont grimpé de 29% en juillet, soit le plus grand gain depuis août 1973.

La pluie, le froid et la canicule ont pénalisé les récoltes de céréales



Les paysans romands constatent une baisse de rendement du blé de 10 à 20%. Ce sera pire pour le maïs. Berne, qui favorise l'importation de la farine, attise aussi la colère

Un printemps humide et froid, des semaines de canicule et la pluie à présent! Les éléments se déchaînent contre les cultures en plaine. Le blé a mûri trop vite, «de rage», ironise un paysan vaudois: les épis sont devenus secs avant même de grandir. «J'ai perdu 10 quintaux (soit une tonne) à l'hectare», affirme John Dupraz, agriculteur à Soral (GE). Le maïs souffre également. «Il est fichu! Il n'y a pas eu d'eau au moment de l'épiaison (quand l'épi se dégage de la base des feuilles). Les plantes ont 1 mètre 20 au lieu de 2», lance-t-il. Aux problèmes météo s'ajoutent les politiques, dont la récente réduction des droits de douane sur les farines importées.

Bilan médiocre

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

A Genève, la récolte s'est soldée par un bilan médiocre: un rendement inférieur de 10 à 20% dû à la sécheresse, selon le Moulin de la Plaine, l'un des centres collecteurs du canton. Il a manqué 60 litres par mètre carré de précipitations sur les 70 habituels, rapporte Nicolas Courtois, ingénieur chez AgriGenève, association faîtière de l'agriculture genevoise.

Les maïs et les tournesols, dont la récolte est plus tardive, sont particulièrement pénalisés, ajoute le spécialiste. Mais les agriculteurs craignent également pour le fourrage, le foin et les herbes destinés à l'élevage. Alexandre Delisle, producteur de lait à Ferlens (VD), voit ses stocks diminuer. Il en manquerait 20% cette année, qu'il faudra se procurer à l'étranger, à plus grands frais. Avec une culture de maïs en peine, le fourrage va manquer cet hiver, regrette Fritz Glauser, président de la Fédération suisse des producteurs de céréales.

La pluie qui arrose le pays ces jours va-t-elle sauver la mise? Elle n'aidera pas les cultures de blé, bien au contraire, déplore Pierre-André Tombez, agriculteur à Salavaux (VD), près du lac de Morat. Dans les régions fribourgeoise et bernoise, au-dessus de 550 mètres d'altitude, deux tiers des récoltes restent à faire. Et la pluie menace les blés d'une germination sur pied, explique-t-il. La récolte prévue pour le pain pourrait donc finir chez les animaux, à un prix inférieur.

Les agriculteurs se montrent pourtant résignés. Certains possèdent des cultures en meilleur état, comme le colza ou les légumes. Et toute la Suisse n'a pas été pareillement touchée par la sécheresse. Il y a de grandes variations d'une région à l'autre, affirme Jacques Bourgeois, directeur de l'Union suisse des paysans (USP). Le Jura ou les Préalpes, par exemple, ont bénéficié d'orages fréquents. La Suisse alémanique également. Dans l'ensemble du pays, il considère donc l'année comme «moyenne». «Rien à voir avec le bilan catastrophique de 2003», tempère le directeur de l'USP.

Le problème ne vient pas seulement du ciel mais surtout de Berne, pour les paysans du Plateau romand. «Gérer la sécheresse, c'est notre métier. Mais il est plus facile de gérer la pluie que le marché», note, amer, l'agriculteur Pierre-André Tombez, président d'Uniterre. La rancœur des paysans se tourne avant tout contre la récente décision de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG). Le 29 juin dernier, les autorités ont annoncé une réduction des droits de douane de 14 francs/100 kg sur les farines importées. La décision, entrée en vigueur le 1er juillet, n'a pas manqué d'attiser la colère des producteurs suisses. «L'OFAG voulait diminuer la marge des intermédiaires, des meuniers, mais ça va se répercuter en fin de chaîne sur les céréaliers», tempête Fritz Glauser.

Écrit par Hervé B.Endong

Mercredi, 21 Juillet 2010 09:02



- Quatre responsables de la direction générale des douanes de ce pays suivent une formation, depuis hier, sur les contrats de performance expérimentés depuis février 2010 par les douanes camerounaises.

Koffi Akoko Maboudou, Amana Agbenda, Mossani Nam et Palamwé Abalo Blandeye, respectivement conseiller du directeur général des douanes du Togo, directeur de l'informatique, des statistiques douanières, de la comptabilité et du budget, directeur des affaires administratives et de la formation et chef de la brigade des douanes de Sanvee-Condji. Voilà les quatre membres composant la délégation. Arrivé le 17 juillet à Douala, le quatuor n'a véritablement commencé la formation que ce mardi 20 juillet avec la première phase qui porte sur la présentation du projet. Cette phase

qui s'est déroulée à la salle de conférences de la division de l'informatique, a permis à Marcellin Djeuwo, le coordonnateur du projet, de présenter une série d'exposés sur le contenu des contrats de performances et les résultats obtenus au premier trimestre suivant leur signature le 10 février dans les deux bureaux pilotes. Le contexte de leur mise sur pied n'a pas été épargné par l'inspecteur principal des douanes. Très attentifs, les quatre gabelous togolais ont copié presque tous les détails du projet. Ce mercredi 21 juillet, ils doivent faire une descente au bâtiment du guichet unique (Guce) où sont logés les deux bureaux pilotes. A savoir, Douala port I et Douala port V. C'est la seconde phase de leur visite de travail et de formation. Ici, il sera plus question de voir en direct comment le travail se déroule dans ces bureaux, et les précautions qui y sont prises. Mais, bien avant cette seconde phase, les douaniers togolais sont déjà rassasiés. Et peuvent même s'en passer. Au regard de la qualité et du volume des informations délivré par l'équipe de Samson Bilangna, le chef de la division informatique. « Nous sommes aussi dans un programme de modernisation. Dans ce sens, nous avons adopté un code éthique il y a quelques temps.

Indicateurs de performance

Or, pour appliquer ce code, nous avons besoin des indicateurs de performance. C'est ce que nous venons chercher au Cameroun », a expliqué hier Koffi Akoko Maboudou, au cours d'un point de presse donné en marge des cours. « Globalement, nous sommes satisfaits des explications et du projet en général. Concernant les indicateurs de performances, nous sommes en deçà de que nos collègues du Cameroun font », avoue-t-il. Le Togo est le 3e pays à venir prendre les cours sur les contrats de performance au Cameroun. Après le Gabon et le Bénin qui se manifestés dès le lendemain de la conférence des directeurs des douanes de l'Afrique de l'Ouest et du centre zone Omd tenue à Bamako, au Mali. Au cours de cette conférence, en effet, Minette Libom Li Likeng, la directrice générale des douanes, a présenté ce projet révolutionnaire qui a séduit la plupart des pays présents. « Presque tous ses pairs ont apprécié le projet et certains ont décidé d'en expérimenter aussi », explique Samson Bilangna. Les contrats de performance, comme l'a indiqué la Dgd le 10 février 2010, sont le prolongement de la réforme douanière. Dans l'ensemble, ces contrats doivent faire évoluer les indicateurs de performance d'une dimension purement descriptive à une dimension prescriptive. Chaque chef de secteur, chef de bureau, inspecteur de douane, s'est engagé personnellement à s'évaluer en fonction des objectifs fixés par la hiérarchie, à l'aide des indicateurs et des moyens dont il dispose. On parle de 24 indicateurs de performance rassemblés autour de quatre catégories. Deux objectifs visés ici. La célérité du traitement des dossiers et la lutte contre la fraude douanières et les mauvaises pratiques. La première évaluation au mois de mai de ce projet soutenu par la Banque mondiale et l'Omd a été satisfaisante dans l'ensemble. Ce qui a amené la représentante de la Bm présente de promettre composer avec la Dgd pour que cet exemple soit transposé dans d'autres pays membres de l'Omd. La seconde évaluation interviendra en principe au mois d'août prochain. Après celle-ci, il est probable d'élargir ces contrats à d'autres bureaux.

FasoZine TOGO-ARMEES Blaise COMPAORÉ parrain de la 13e promotion d'élèves Officiers qui a pris pour nom de baptême «Coopération»



Samedi, 31 Juillet 2010 20:52 La rédaction - Le Président du Faso, Blaise COMPAORE a parrainé le samedi 31 juillet 2010 à Kara au Togo, la cérémonie de sortie de la 13e promotion d'Officiers formés à l'Ecole de Formation des Officiers des Forces Armées Togolaises (EFOFAT).

Au cours de la cérémonie, le ministre togolais de l'Administration territoriale et le Chef d'Etat major général des forces armées togolaises ont tour à tour salué l'implication personnelle du Chef de l'Etat burkinabè dans la résolution de la crise au Togo, et invité les nouveaux Officiers à avoir toujours pour modèle « ce digne fils d'Afrique ».

Quant au parrain, il a rappelé à ses filleuls que « cette nouvelle mission leur impose un devoir de responsabilités et qu'ils doivent s'investir pleinement à la recherche de la paix et de la stabilité dans leur pays et dans la sous région ». Blaise COMPAORE a également indiqué que toutes leurs actions doivent être toujours guidées par la loyauté, le courage, l'intégrité. « Vous devez toujours œuvrer à respecter l'éthique et à rechercher le professionnalisme militaire », a par ailleurs ajouté le Président du Faso.

La promotion a pris pour nom de baptême « Coopération », et compte 36 Officiers dont deux Burkinabé. L'Ecole de Formation des Officiers des Forces Armées Togolaises, a été créée en 1995. Elle avait au départ une vocation nationale, puis est devenue plus tard, une école régionale qui a déjà formé les ressortissants de 9 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

FasoZine TOGO ARMEES Le Président du Faso au Togo et au Bénin

Jeudi, 29 Juillet 2010 12:27 La rédaction

Le Président du Faso, Monsieur Blaise COMPAORE séjournera du 31 juillet au 1er août 2010, à Kara, au Togo et à Porto-Novo, au Bénin.

A Kara, le Chef de l'Etat burkinabè va parrainer le 31 juillet, la sortie de la 13ème promotion d'élèves officiers d'active de l'Ecole de formation d'officiers des forces armées togolaises (EFOFAT).

A Porto-Novo, Blaise COMPAORE assistera aux festivités marquant le 50ème anniversaire de l'indépendance du Bénin.

Un contingent de l'armée burkinabè participera à la parade prévue 1er août. Le déplacement du Président du Faso à Kara et à Porto-Novo s'inscrit dans le cadre des relations d'amitié et de coopération entre le

médias terre TOGO CHANGEMENT CLIMATIQUE Le Forum D'adaptation Communautaire au Togo

Par [Kossivi Adessou](#) Portail International, 29/07/10 à 17h27 GMT

Comme promis le forum d'Adaptation à Base Communautaire précédemment prévue à Tove . eut enfin lieu à Tsevié les 20 et 21 Juillet 2010.

Je partage avec vous la déclaration qui a sanctionné les travaux.

Ce forum a connu la participation des Organisations de la Société Civile, des Parlementaires, des groupements d'agriculteurs, et des acteurs de radios rurales.

DECLARATION FINALE DU PREMIER FORUM NATIONAL D'ADAPTATION A BASE COMMUNAUTAIRE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La communauté internationale, aujourd'hui, consciente des effets pervers et dévastateurs des Changements Climatiques (C.C) sur le bien être des populations, a proposé diverses solutions parmi lesquelles, l'Adaptation à Base Communautaire (A.B.C).

L'objectif de L'ABC est de renforcer la capacité de résilience des communautés à la base face aux risques progressifs et les stress de façon à réduire les effets négatifs, résultants des changements climatiques.

Ainsi, toute action en matière d'adaptation doit d'abord et essentiellement, renforcer la résilience des communautés rurales aux fins d'une réduction de la pauvreté.

C'est dans cette démarche participative que, l'ONG JVE-International avec l'appui du projet EMIS, a organisé le premier forum national d'adaptation à base communautaire aux changements climatiques qui a regroupé diverses institutions à savoir : JVE-International, JVE-Bénin, JVE-Togo et ses branches locales, JVE-Côte d'Ivoire, JVE-Burkina-Faso, l'Assemblée Nationale du Togo, la Préfecture du Zio, le ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, le ministère de l'environnement et des ressources forestières, le ministère de l'énergie, le ministère de l'action sociale, les radios rurales, la radio Lomé, la presse écrite, l'AIESEC, DNRR et divers groupes de la société civile (ONG, Associations, syndicats).

A l'issue des travaux, les participants ont constaté ce qui suit :

- ☐ La dégradation de l'environnement et des ressources naturelles prend des allures dramatiques;
- ☐ Les inondations deviennent de plus en plus récurrentes au Togo avec à la clé leurs effets dévastateurs;

3. L'ABC n'est pas pris en compte dans les programmes de développement

- ☐ Les saisons deviennent irrégulières du fait du réchauffement climatique ;
- ☐ Les populations éprouvent des difficultés à s'adapter aux aléas climatiques ;
- ☐ Les programmes sectoriels de développement restent à être élaborés dans certains départements ministériels.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Considérant les effets pervers des changements climatiques sur la vie des populations en général et la production agricole en particulier ;

Considérant la nécessité pour ces populations de renforcer leurs capacités adaptatives ;

Les participants recommandent ce qui suit à l'endroit :

- **De l'Etat**

- Former les acteurs publics sur l'ABC ;
- Mettre de toute urgence en oeuvre les actions prioritaires du PANA ;
- Créer un Fonds National d'Adaptation aux Changements Climatiques
- Renforcer les capacités du service météo ;
- Promouvoir les actions des différents acteurs (Etat, Société Civile, Secteur Privé) en matière d'ABC ;
- Organiser des séminaires interministériels sur les CC pour une synergie des actions ;
- Introduire l'éducation environnementale dans les curricula de l'enseignement ;
- Accorder davantage d'intérêt aux couches sociales (les femmes et les enfants en particulier) et communautés vulnérables dans les stratégies/plans/programmes et projets de développement.
- Proposer des programmes sobres en carbone ;

- **Du Ministère en charge de l'Environnement et des Ressources Forestières :**

- vulgariser les textes régissant le domaine de l'environnement et des ressources naturelles ;
- élaborer et adopter les textes d'application de la loi cadre sur l'environnement et la loi portant code forestier ;
- soutenir la création d'un fonds national d'adaptation aux changements climatiques ;
- Institution des journées portes ouvertes sur les CC ;
- soutenir les projets d'éducation au climat et à l'environnement par la redynamisation des activités d'IEC
- appuyer les collectivités à élaborer leurs agendas 21 locaux

- **Du Ministère en charge de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche**

- apporter un appui technique aux agriculteurs ;
- Veiller à l'application des textes de loi relative à la protection de l'environnement
- veiller à la mise en oeuvre des préoccupations environnementales inscrites au PNIA-SA pour une agriculture durable.

- **Du Ministère en charge de l'Eau**

- apporter un appui technique, matériel et financier aux populations pour la maîtrise de l'eau

- **Du Ministère en charge du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes**

- apporter un appui technique, matériel et financier aux communautés à la base (formation des leaders communautaires etc.) dans leurs efforts d'adaptation aux changements climatiques ;
- mettre davantage l'accent sur les projets d'ABC dans les actions en direction des communautés à la base.

- **De l'Assemblée Nationale**

- interpeler le pouvoir exécutif sur l'application des instruments légaux relatifs à la gestion de l'environnement ;
- organiser des séances de discussions périodiques sur les CC au sein de l'Assemblée ;
- sensibiliser les populations à la base sur les questions relatives aux changements climatiques ;
- créer une cellule spéciale " Changements climatiques " à l'assemblée nationale
- intégrer le réseau des parlementaires africains sur les changements climatiques
- collaborer avec les organisations de la société civile pour l'élaboration d'une proposition de loi sur l'ABC au Togo

- **Des Populations**

- Initier des actions permettant d'accroître la résilience aux changements climatiques ;
- Adopter des comportements respectueux de l'environnement ;
- S'organiser (former des comités locaux de réflexion sur les ABC) ;
- S'informer en collaborant avec les services techniques de l'Etat (MERF, ICAT, ITRA etc.) et les ONG

- **Aux Syndicats et Acteurs du Secteur Privé :**

- Accompagner les efforts de l'Etat et des OSC en matière de CC
- Sensibiliser les syndiqués sur les effets néfastes des changements climatiques ;
- Initier des actions, campagnes et projets pilotes
- Initier des actions de Plaidoyer et lobbying auprès des décideurs ;

- **Des ONG et Autres Organisations de la Société Civile**

- Initier des actions de sensibilisation pour le relèvement de la culture environnementale des populations ;
- Renforcer les capacités des leaders locaux (CVD, CDQ) dans le domaine de la gestion de l'environnement en général et de l'adaptation aux changements climatiques en particulier ;

- **Des Professionnels des Médias**

- Instaurer à intervalle de temps régulier des émissions sur les CC
- Prendre en compte les enfants comme vecteurs de message pour ces émissions de sensibilisation

- **Des Partenaires en Développement**

- Inscrire distinctement des programmes nationaux d'ABC dans les programmes d'appui au pays.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

- **Aussi les participants s'engagent-ils au sortir de ce forum à :**

- créer à Lomé, un comité de suivi des recommandations du forum composé des représentants de l'Administration Publique, Organisations des Producteurs Agricoles, de l'Assemblée Nationale, Organisations de la Société Civile et des Radios Rurales
- se constituer en groupe de réflexion sur les CC
- faire la restitution au retour dans les institutions de tutelle et rendre compte au groupe de réflexion ;
- s'informer et sensibiliser les populations et acteurs en développement sur les CC
- initier dans leurs domaines respectifs des actions pilotes en faveur de l'ABC.

En outre, les participants encouragent les partenaires financiers et techniques à soutenir les initiatives visant à promouvoir l'ABC et souhaitent se réunir une seconde fois sur l'initiative de JVE-International. Ils souhaitent également l'appui des partenaires pour l'organisation d'un atelier de formation des acteurs en relation avec les autres domaines outre que l'agriculture (eau, énergie, environnement etc.) vue l'urgence de l'ABC qu'imposent les effets néfastes des CC.

- **Pour finir les participants remercient :**

- le gouvernement togolais pour ses efforts dans la gestion de l'environnement et demandent une concrétisation sur le terrain des actions inscrites dans ses documents de politique ;
- Environmental Movement in the South (EMIS) pour son appui financier à l'organisation de ce forum ;
- Les honorables députés, les représentants des ministères, des OSC, des groupements des producteurs, des CPC pour leur disponibilité et leur participation au forum.

Les délégués étrangers présents

Fait à Tsévié, le 21 juillet 2010

TOGO CORRUPTION Double vente terrain Les préfets et chefs de villages très sensibles aux pots de vin



Par **Blaise Akame** le 31-07-2010

Au Togo, le problème de double ou triple vente des terrains est monnaie courante. Et cette affaire est pendante chaque jour au Palais de justice. Le phénomène est d'autant répandu en milieu urbain que dans les zones rurales. Escroquerie, abus de confiance, complicité..., voilà les quelques délits et quasi délits qui relèvent des problèmes fonciers. Et en la matière, les préfets en connivence avec certains chefs de villages sèment la zizanie entre vendeurs et acquéreurs. Une situation qui conduit parfois à des guerres fratricides interminables, au pire des cas, à un bain de sang

Le problème de double, voire de triple vente d'un même terrain devient de plus en plus récurrent au Togo, et les conséquences qui en découlent sont monstrueuses. Cela va des coups de machette à des meurtres, sans toutefois négliger des envoutements (la pratique du vodou). Et de nos jours, l'acquisition d'un lopin de terre suscite méfiance et peur, surtout quand on ne réside pas au pays.

L'ennui est que beaucoup de propriétaires terriens ne font pas de « titre foncier » sur leurs propriétés immobilières. Un acte qui aurait pu faciliter les achats de terrains dans notre pays. Mais la grande majorité des ventes de parcelle de terre se fait par « acte sous seing privé », avec un niveau très élevé de risques juridiques. Le notaire qui demeure un véritable conseiller en la matière est toujours mis de côté et l'on fait plutôt recours à des « sous traitants ».

On les appelle « huissiers », « géomètres », « démarcheurs », et c'est à eux que sont confiées les transactions immobilières. Au finish, c'est des lettres de convocation qui leurs sont adressées. A cela, s'ajoute la malhonnêteté des certains chefs traditionnels et préfets qui signent et attestent plusieurs fois la vente d'un seul et même terrain. Ces « véreux » garants des us et coutumes et représentants du pouvoir central se permettent d'authentifier la vente d'un même terrain à deux ou trois personnes. De ce fait, ils remettent des attestations de vente à chaque acquéreur potentiel. Ce qui complique l'affaire de terrains dans les différentes localités togolaises et suscite parfois des affrontements entre les membres d'une même famille.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

C'est le cas d'espèce du Sieur Kuma qui a acheté son lopin de terre depuis 2001 dans l'une des préfectures du Togo dont nous préférons taire le nom. Détenant des papiers légaux, la famille Kuma a fait construire sa maison. Huit (08) ans plus tard, d'autres membres de la famille qui a vendu le terrain, viennent réclamer leur part en prétendant que c'est leurs frères qui avaient vendu le terrain au Sieur Kuma alors qu'ils n'étaient pas informés. La famille Kuma, pour éviter tout problème leur a encore remis une somme de 5 millions de F Cfa. Et selon les indiscretions, le préfet d'alors qui était intervenu dans la finalisation de cette vente, a été inculqué pour avoir été trempé dans cette affaire.

Par ailleurs, le trafic d'influence au Togo joue un sale rôle dans cette histoire. Les rachats de terrains par des « grands types », les décideurs de ce pays, ne font qu'envenimer la chose. Ces derniers comptent sur les juges d'instruction qui tranchent toujours en leur faveur dans la mesure où les Togolais savent qu'à chaque fois que la justice togolaise est mise à l'épreuve, elle brille toujours par une décision impopulaire. Et quand une affaire concernant un terrain litigieux est portée devant les juridictions, le juge vérifie au prime abord si le terrain en question est suffisamment vaste pour qu'il ait sa part. Il est tout à fait clair que la nature de sa décision reflète naturellement de la masse d'argent qui rentre dans ses poches ou le nombre d'hectares de parcelle qui lui revient.

L'Etat devrait en principe nationaliser les terres, comme cela se fait dans les autres pays. Autrement dit, la terre doit appartenir au gouvernement, et c'est lui qui est chargé de construire sur ces terres et revend s'il le faut, ces mêmes terres à des particuliers. Mais là aussi, les textes qui régissent le domaine au Togo ne sont pas conformes aux standards internationaux. Il est difficile de maîtriser les rouages de terres en milieu rural car les voies de propriété et d'acquisition étant complexes : legs, donation, expropriation, possession, etc.

Il faudrait qu'il y ait un référendum sur ce phénomène et une campagne d'information et de sensibilisation sur l'appropriation, la cession et l'acquisition de terre, les procédures administratives cadastrales et les notions sur le Plan d'Occupation des Sols (POS).

En outre, une loi rigoureuse doit être prise pour criminaliser tout problème de double vente de terrain et tout juge ou notaire impliqué dans ces genres de combines, doit être poursuivi et radié de la liste des juristes, d'où la modernisation de la justice togolaise.

Enfin, il s'avère nécessaire, même indispensable, que les autorités togolaises compétentes revoient cette situation et interpellent les responsables locaux (préfets et chefs de villages) afin de mettre de l'ordre dans la cité, pour éviter que ces litiges fonciers ne dégénèrent.



Le Groupe Ablafo

Ablafo : métissage original entre les rythmes du terroir togolais et le jazz. D'abord connu sous le nom de Waabb ou encore West African Agbadja Brass Band, ils changent de nom en 2006. Le groupe s'agrandit alors pour former une nouvelle famille de sons. « L'association de nos différents instruments n'est pas un hasard, c'est un choix minutieusement pensé. Nous voulons mettre en valeur notre patrimoine. Notre musique est un mélange savamment dosé, elle ne peut être confondue avec une autre », affirme leur leader Elias, également chanteur, musicologue et trompettiste du groupe. Autour de la table, il y a aussi Innocent, chanteur et trompettiste, Deni le bassiste, Kossi, percussionniste timide, To Be percussionniste qui arbore fièrement ses nattes couchées, Koffi, le doyen et saxophoniste de la bande, Laté, percussionniste, Koudjo, le cadet, trompettiste et chanteur. Pourtant, avant de se connaître, chacun fait son chemin.

Pour la plupart, la musique a plus été une évidence qu'un choix. Et leurs instruments le naturel prolongement de leurs membres. Car en famille, les frères et sœurs jouaient déjà d'un instrument, que papa ou maman chantait... Quoi de plus normal, donc, que de suivre la musique ? Pour Elias, ce choix a davantage été poussé par son côté tête. « Lorsque j'étais plus jeune j'ai subi une grave noyade. Depuis, j'ai un sérieux problème d'asthme chronique. C'est pour dire non à cette maladie que j'ai voulu jouer de la trompette qui nécessite beaucoup de souffle. Au début, je n'y arrivais pas mais j'ai persévéré », raconte celui qui découvre la musique sur les bancs de l'église. Depuis, il touche à tout mais son instrument favori reste la trompette. Une histoire d'amour, en somme. « C'est un instrument profond car au delà des trois touches il existe des espaces qui me permettent d'entrer dans un autre monde. » Ainsi, la musique est toute leur vie. Ils en vivent, vivent avec elle, et pour elle.

Concours au Palais des Congrès

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Elias

« Avec notre afrojazz, ils se sentent comme chez eux, le public nous découvrent chaque jour davantage et nous apprécient de plus en plus. La preuve, lors de notre passage au Palais des Congrès, le quart du public nous connaissaient déjà et les autres nous ont bien soutenu » affirme Koudjo. En juin dernier, la finale d'un concours musical est organisé par le Centre Culturel Français (CCF) dans la salle de spectacle la plus grande de la capitale. Et si le groupe Ablafo ne remporte pas la première place ce soir-là, les membres sont conscients du chemin parcouru avant cette expérience.

Nombre de cafés-concerts écumés, de scènes réalisées à Greenfield (restaurant de Tokoin-Hôpital), de concerts faits au CCF ou ailleurs depuis quatre ans. « Toutefois, la déception est venue du matériel. Le son était vraiment médiocre. Cela nous a desservi » explique Deni. Peu importe. L'essentiel : que continue la mélodie. En mai dernier, ils sortent en France leur premier album, Alodé (qui signifie entraide). Un florilège de dix morceaux accrocheurs et dansants tel magna qui parle d'amour intéressé ou encore éva glo qui dénonce la situation politique de l'Afrique. « Je me rappelle encore de ces moments, le studio n'était même pas adapté à l'accueil d'autant d'instruments. Les studios de la capitale ne sont pas habitués à ce genre musical » se rappelle To Be. « Il n'y avait pas assez de micros pour tous nos instruments ! » intervient Laté. Prochaine étape : le faire enfin découvrir à leur public togolais. Le nouvel album live déjà en préparation est prévu pour fin 2010. Et une grande tournée ouest-africaine est programmée pour 2011.

TOGOCITY TOGO DIASPORA Rencontre annuelle des togolais de la Diaspora. Bruxelles 25 et 26 juillet 2010



30 juillet 2010 http://www.togocity.com/article.php3?id_article=5731



TOGO ECONOMIE MICROFINANCE IDH de Kwassi Klutsè mis sous administration provisoire

vendredi 30 juillet 2010 - Les autorités togolaises ont mis sous administration provisoire "Investir dans l'humain" (IDH) une importante institution de microfinance au Togo appartenant à l'ancien Premier ministre Kwassi Klutsè sous feu Gnassingbé Eyadéma, a-t-on appris jeudi de sources officielles.

Dans un communiqué, le ministère togolais des Finances a annoncé la dissolution des organes d'administration, de gestion et de contrôle de IDH-Microfinance.

L'institution fera l'objet dans les jours à venir d'un audit global permettant de mesurer l'ampleur des difficultés qu'elle traverse. Un comité de suivi chargé de suivre son redressement a été créé à cet effet.

L'encours des crédits octroyés par IDH-Microfinance, créée par l'ancien Premier ministre Kwassi Klutsè, se chiffrait à 6,7 milliards de francs Cfa au 31 décembre 2009, selon l'hebdomadaire locale Union. **Xinhua**

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

TOGO ECONOMIE Ils prennent les Togolais pour des cancre !

Vendredi, 30 Juillet 2010 04:38 - « **On éprouvait, au crépuscule, le sentiment que les pires béquillards et truands du quartier venaient de ranger leur potence, afin de répartir, plus commodément entre tous, le montant des escroqueries et des vols de la journée** » (François Carcopino-Tusoli, Nostalgie de Paris)

En vue d'amortir le choc de la hausse du prix des produits pétroliers à chaque hausse du prix du baril du brut, le gouvernement togolais, à l'instar de quelques autres pays africains, avait institué une Caisse de péréquation qui avait fonctionné sur plusieurs années. Le rôle de ladite Caisse, c'était de procéder à l'encaissement de prélèvements sur la vente du litre de carburant. De sorte que, la hausse du prix du baril de pétrole ne dépendant pas des dirigeants togolais, il puisse exister un mécanisme permettant d'éviter aux populations le choc engendré par des hausses intempestives. Un peu comme fonctionnent les mutuelles de santé. Au moment de vous soigner, c'est de votre régulière cotisation qu'on puisera pour des soins gratuits. Ainsi, c'est de la Caisse de péréquation (CP) que l'Etat devrait puiser pour amortir ou éviter tout simplement que la hausse du prix soit perçue par les consommateurs, au point de produire un quelconque grincement de dents. Une telle Caisse a fonctionné jusqu'en 1997 où, selon le Ministre Gozan, elle a été suspendue. Le Togo étant le haut lieu par excellence de l'opacité dans la gestion des biens publics, voire de l'absence de transparence électorale, à qui a-t-on expliqué en son temps cette suspension ainsi que les raisons qui la motivent ? Qu'est devenu cet argent qu'on a prélevé sur le dos du consommateur ? Aujourd'hui, nos dirigeants, naviguant dans le manque total de vertus et ayant fait résolument le choix de l'opacité, ils sont incapables de le dire aux populations. Cela fait treize (13) ans que la CP a cessé de fonctionner ! En tout treize (13) taxes sont perçues au Togo sur la vente du litre de carburant. Des taxes de Port à celles du Fonds d'entretien routier (FER), en passant par le Quai du même port, la Douane, la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT), etc, cela fait beaucoup. D'environ 290F le prix du litre d'essence à l'achat, les dirigeants le servent finalement aux pauvres Togolais à 560F le litre de Super et 630F le litre de mélange. Le faible pouvoir d'achat du citoyen, ils ne l'ignorent pourtant pas et n'ont jamais rien entrepris de consistant pour le relever. D'où provient l'ardoise de 23 milliards que l'Etat dit devoir aux pétroliers ? Certainement de la mauvaise gestion du pays. Et nul n'est sans savoir qu'au Togo, les stations-services sont largement entre les mains des proches du Pouvoir, d'où, il leur est loisible de gérer la vente des produits pétroliers comme bon leur semble.

Et, alors que les dirigeants sont prompts à procéder à la hausse du prix du carburant à la moindre augmentation du prix du baril, ils éprouvent un malin plaisir à attendre des mois pour ramener le prix du litre au niveau normal, à la chute du baril sur le marché mondial. Cela explique largement que ces messieurs et dames ne font que couillonner la masse en donnant la priorité à leurs propres intérêts au lieu de penser prioritairement au peuple dont ils ont la charge. Le volet social tant prôné par le gouvernement se révèle un trompe-l'œil. Il faut noter qu'après les malversations au FER, il a suffi pour les autorités d'amputer ce sigle de sa voyelle pour le transformer en FR et le tour est joué. Les comptes à rendre par le Directeur Général Tchamsi, on en parle pas. FER est mort, vive FR ! Cela suffit pour qu'on amène les « cancre » qu'on dirige à oublier le détournement des 12 milliards par le DG, ami serré de Faure Gnassingbé. Des rumeurs parlent de probable hausse du prix du ciment ainsi que des produits de la brasserie. Nos dirigeants sont des « criminels » et il n'est pas exagéré de dire qu'ils ne méritent pas de diriger des Hommes. Peut-être une faune ! Le Togo est arrivé à un moment où, après la reprise de la coopération, ils devraient se rendre compte qu'ils sont sous surveillance et que la reprise de la coopération avec l'UE n'est pas une fin en soi. Que l'Etat arrête de parler de subvention de carburant entre 7 et 10 milliards de FCFA par trimestre ! Que fait-on au Togo avec 2000 litres de carburant par mois et par tête dans des services publics ?

Alain SIMOUBA LIBERTE HEBDO TOGO

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



TOGO ECONOMIE validation de l'étude sur le climat des investissements et la croissance par l'exportation

2010-07-28 08:56:16 - LOME, 27 juillet (Xinhua) -- Une étude titrée "relancer les secteurs traditionnels et préparer l'avenir : une stratégie de croissance tirée par les exportations", commanditée par le gouvernement togolais, est soumise pour sa validation à un atelier ouvert mardi à Lomé. Cette rencontre de trois jours examine les rapports sur le memorandum économique du Togo, l'étude diagnostique pour l'intégration du commerce du programme cadre intégré et la note de politique sur le climat des investissements dans ce pays. Elle a pour objectif d'aider le Togo à identifier les principaux obstacles qui lui constituent une entrave à tirer meilleur profit de l'intégration régionale et de son intégration dans l'économie mondiale. Les rapports soumis pour validation visent le renforcement du contenu de la Stratégie pour la réduction de la pauvreté du Togo dans les domaines du commerce international et la création d'un consensus entre le gouvernement togolais et les parties prenantes. Au niveau de la Banque mondiale, l'étude servira de memorandum économique qui aidera à définir la stratégie de partenariat avec le Togo ainsi que les projets d'investissement dans ce pays.

L'atelier va débattre de la Zone franche d'exportation togolaise et du besoin de son repositionnement, de l'agriculture togolaise, de la formation professionnelle, du transport et de la facilitation du commerce, du secteur minier surtout des phosphates et du ciment, du commerce des ré-exportations et aussi du commerce extérieur et la politique commerciale au Togo. Cette rencontre permettra également d'identifier le choix des politiques économiques et commerciales nécessaires à opérer pour "une stratégie de croissance économique plus efficace", a indiqué Yvette Dan-Houngbo, représentante résidente par intérim de la Banque mondiale au Togo. "La compétitivité du Togo s'est détériorée ces dernières années", a déclaré Bakalawa Fofana, ministre togolais de l'Industrie, de la Zone franche et des Innovations technologiques. "Une situation qui a encore fortement contribué à la baisse du taux de couverture des importations par les exportations environ 60% en 2006", a-t-il expliqué, relevant que son pays a toujours attaché une "très grande importance" aux questions de développement afin de lutter contre la pauvreté. Selon le ministre togolais, dans ce contexte, le Togo a "grand intérêt à améliorer sa compétitivité et à reconquérir sa position et place commerciale et d'être pays de transit en Afrique de l'ouest".

Un membre du Secrétariat pour le Cadre Intégré, des représentants du PNUD et du Centre du Commerce International ont été dépêchés de Genève, en Suisse, pour ces assises auxquelles assistent des représentants des partenaires techniques et financiers en place au Togo.

TOGO GOUVERNANCE Philip English : « Le Togo est riche ...mais mal géré » !

Jeudi, 29 Juillet 2010 21:45



Jeudi, 29 Juillet 2010 21:45 - **D'après une étude conduite par Philip English, Economiste principal à la Banque mondiale en séjour à Lomé, « le Togo est un pays potentiellement riche mais mal géré ». Les indicateurs ayant conduits à cette « sévère » conclusion de l'expert de l'institution de Breton Wood sont de plusieurs ordres. Et ce constat porte sur les trente dernières années. Car dira l'auteur de ce constat, « la situation s'est quelque peu améliorée ces dernières années ».**

« L'homme est connu pour son franc parler ». « Il n'a jamais sa langue dans sa poche et ne connaît pas la langue de bois ». Il est « véridique ». Ces témoignages sont de hauts cadres de l'administration publique togolaise qui assurent avoir travaillé avec ce fonctionnaire « atypique » de la Banque mondiale. Au cours d'une présentation officielle à l'atelier de validation du « Mémoire Economique du Togo et Etude Diagnostique pour l'Intégration du Commerce », Philip English a suscité la curiosité des participants habitués aux discours diplomatiques des experts des organisations internationales.

Selon l'étude susmentionnée dont la rédaction de Golfe Info a pu se procurer une copie, contrairement aux vingt premières années de son accession à l'indépendance, le Togo a connu les trente années suivantes une situation macroéconomique peu reluisante. La cause est, selon les experts de la Banque mondiale qui ont réalisé cette étude, la mauvaise gouvernance.

De la bombance à la catastrophe

« Entre 1960 et 1980, les exportations de phosphate ont atteint 3,3 millions de tonnes ; le revenu par habitant a doublé ; le pays est devenu une plaque tournante régionale du transport et de la finance et la croissance était basée sur une économie ouverte dans laquelle intervenait un secteur privé dynamique », rappelle l'étude qui ajoutera que c'est fort de cet environnement économique favorable, marqué par une stabilité sur le plan politique que « la CEDEAO et l'UEMOA ont établi leurs banques de développement à

Lomé et l'UE a choisi la capitale togolaise pour signer sa fameuse convention sur le commerce et le développement avec les pays ACP ».

« Les perspectives d'avenir étaient prometteuses », avaient hâtivement conclu les « prophètes ». Malheureusement, constate l'étude, comme dans de nombreux pays africains, la situation s'est renversée dans les années 1980. La chute des cours mondiaux, la flambée des prix du pétrole et la crise du secteur financier n'ont pas fait cadeau au Togo qui trainait un fardeau de la dette qui ne cessait de s'alourdir du fait des éléphants blancs qui avaient été construits à la suite des années de prospérité.

Les soubresauts politiques des années 1990 n'ont pas non plus arranger la situation du Togo. La rupture de la coopération consécutive aux violents et sanglants événements de « Fréau jardin » qui ont fait des dizaines de morts et de blessés sous les yeux d'émissaires de l'UE en séjour à Lomé n'ont fait qu'aggraver la situation.

Les tergiversations

D'après la Banque mondiale, « alors que bon nombre de pays africains récoltaient les fruits des réformes et tiraient profit de l'augmentation des prix des produits de base, le Togo a continué de faire les frais d'une piètre gouvernance économique et de l'instabilité politique ».

En 2002 poursuit l'étude, le pays a accumulé des arriérés envers la Banque mondiale qui était ainsi contrainte de lui suspendre son aide financière. « La gouvernance du secteur des phosphates s'est davantage détériorée et la production des principaux produits agricoles de base destinés à l'exportation a reculé », lit-on dans le rapport de cette étude.

Les pouvoirs publics conscients de la gestion approximative

Même si le député Ayitou SINGO semble en désaccord avec les conclusions du fonctionnaire de la Banque mondiale (pour lui, il faut plutôt parler de richesses mal exploitées), il se trouve qu'à plusieurs reprises, les tenants actuels du pouvoir à Lomé ont admis, au travers de leurs discours et actes, qu'ils sont bien conscients de la situation de mal gouvernance qui a caractérisé la gestion de la chose publique au Togo.

Quelques exemples : Devant un parterre de juristes, d'invités et de représentants de la presse locale, le chef de l'Etat, Faure Essozimna GNASSINGBE a pointé du doigt les maux qui minent l'appareil judiciaire national.

C'était à l'occasion du lancement du programme de modernisation de la justice togolaise en 2006. Deux ans plus tard, en avril 2008, Komlan MALLY, alors premier ministre, laissera entendre à l'ouverture d'un séminaire sur la corruption au Togo que ce mal est réel sur la terre de nos aïeux et qu'il urge qu'il soit combattu.

Au cours du dernier trimestre 2008 et devant les députés à l'Assemblée nationale, Noupokou DAMMIPI, alors ministre togolais des Mines, de l'Energie et de l'Eau confessera que la société nationale des phosphates a fait l'objet ces dernières années de gestion catastrophique. « La gestion des dix dernières années n'était pas assortie de rapports annuels d'activités », avait-il déclaré devant des élus médusés et surpris.

Quelques mois plus tard, soit au cours du premier trimestre 2009, le conseil des ministres a rendu public un communiqué indiquant que la SOTOCO (Société Togolaise de Coton) a fait l'objet de mauvaise gestion ces dernières années. Ce qui avait alors conduit à la dissolution des organes de gestion et d'administration de la société, suivie d'un audit stratégique.

En 2010, suite à la révision à la hausse des prix des produits pétroliers, Léopold Messan GNININVI, ministre des Mines et de l'Energie entre septembre 2006 et décembre 2007 a indiqué dans un communiqué de son parti politique, la CDPA (Convention démocratique des peuples africains), que les produits pétroliers font l'objet d'une «gestion opaque au Togo ».

En un mot, Philip ENGLISH n'a fait que reprendre ce que tout le monde savait déjà. Son mérite, relève un juriste, c'est d'avoir rompu avec le discours traditionnel de ses collègues de la Banque mondiale ou du FMI.

Marc D. KOUAKANI-ASSI

TOGO JEUNESSE et responsabilité Forum de l'Ecole Citoyenne 1ère édition au Togo

Samedi, 07.31.2010, 03:53pm (GMT) - L'une des richesses du Togo est la jeunesse de sa population. Ainsi, cette jeunesse bien éduquée, bien encadrée et bien accompagnée serait un partenaire et un atout incontournable pour le développement durable, la paix et la prospérité du Togo. C'est dans cette logique d'une jeunesse responsable et plus épanouie qu'a été lancée vendredi 16 juillet dernier, la 1ère édition du projet « Ecole Citoyenne » par l'Ong Initiatives des Jeunes pour le Développement (IJD)

L'Ecole Citoyenne est un forum national organisé pour les jeunes traitant des thèmes éducatifs, économiques, délibératifs, ludiques et artistiques. Ce forum unique au Togo, donne une occasion aux jeunes de s'informer, d'échanger et de débattre dans une atmosphère ludique et d'apprentissage.

L'Ecole Citoyenne fournit une tribune privilégiée pour tous ceux et celles qui s'intéressent à la chose publique et qui cherchent des voies pour concrétiser leur engagement.

Conférences-débats, tables rondes, ateliers pratiques, soirées récréatives et autres, sont au rendez-vous pour faire vivre aux participants une expérience citoyenne hors du commun.

Le présent projet se propose de réunir les jeunes, les institutions spécialisées dans le développement et les gouvernants autour des sujets d'actualités touchant plusieurs domaines à savoir : la Démocratie, l'Environnement, l'Economie, l'Emploi, la Décentralisation, la Vie Associative, le Volontariat et le Vih/ Sida, afin de stimuler l'engagement citoyen chez les jeunes.

L'Ecole Citoyenne est un projet à long terme. Elle est organisée de façon cyclique, c'est-à-dire chaque année et plus spécifiquement pendant les vacances scolaires. Cette 1ère édition est prévue du 09 au 13 août 2010 au Lycée d'Enseignement Technique et Professionnel de Lomé (LETP-Lomé).

L'Ecole Citoyenne est pilotée par l'Ong Initiatives des Jeunes pour le Développement (IJD) basée à Lomé quartier Adidogomé. Un projet lancé le vendredi 16 juillet 2010 au siège de ladite Ong.

togoenvogue

TAGO QUALITÉ DE VIE dans le monde. Le Togo classé dernier par l'Institut américain « GALLUP »

29 juillet 2010 - **Le magazine Forbès a rendu public, le 14 juillet 2010, les résultats d'une recherche sur le bien-être humain dans le monde. Le sondage a couvert 155 pays et a été mené par des chercheurs de "Gallup World Poll" entre 2005 et 2010. Selon l'Institut américain, le Togo, en matière de bien-être de la population (qualité de vie), occupe la dernière position sur la planète ou presque, c'est-à-dire 155ème sur les 155 pays étudiés. Au moment où l'empire des gnassingbés croupit au fond des sondages économiques, il se situe par contre en bonne place dans le domaine des dépenses militaires. Il est 96ème sur 176, loin devant le Nigéria, 100ème et le Bénin 128ème (source CIAfactbook).**

Sur l'échelle du bonheur, le rang qu'occupe un pays, de façon générale, a des liens étroits, entre autres, avec la répartition de ses ressources internes, sa capacité ou non à créer des richesses, le revenu et le pouvoir d'achat de ses citoyens... Si le Togo, un pays qui est loin d'être le plus pauvre de la planète tient solidement la queue des pays où les gens mènent une piètre qualité de vie, on peut, légitimement, imputer sa situation de grisaille économique à une carence dans la gestion du patrimoine national.

Un pays peut afficher un PIB élevé et être à la traîne dans les statistiques du bien-être social. La preuve, la Côte d'Ivoire a un PIB/hbt/an de 1800 dollars mais les ivoiriens, selon la présente étude de Gallup, sont moins heureux que les malawites qui sont à 800 dollars par an, par habitant. La publication de Forbès indique que le pays africain le mieux lotis sur la liste est le Malawi (63ème sur 155), suivi de la Libye et du Botswana (67èmes). L'Afrique du Sud est classée 73ème, le Nigéria et l'Algérie 85èmes. La France est 44ème, loin derrière les Etats-Unis (14ème). Le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède occupent les 4 premières places sur l'échelle mondiale du bonheur.

Jim Harter, l'expert de Gallup qui a mis au point cette étude note avec satisfaction que les pays scandinaves se portent bien parce que les besoins élémentaires des populations de ces pays se situent à un degré élevé des priorités de leurs dirigeants. Cette bonne performance des scandinaves met en relief la corrélation entre revenu et bien-être et relève l'évidence que l'argent peut acheter le bonheur ou peut le conditionner.

Gallup emploie des scientifiques de notoriété à travers le monde. Il a la réputation de produire des analyses stratégiques de pointe pour aider entrepreneurs, politiques et autres décideurs à évaluer et à améliorer leurs performances. L'Institut américain de sondage d'opinion publique et de recherches combine ses 75 ans d'expérience, ses 2000 professionnels, ses 50 bureaux à travers le monde et sa bonne couverture des cinq continents pour fournir des indicateurs fiables dans divers domaines (économique, sociologique, psychologique, social et du management) etc...

Commentaire : Il est difficile, parfois aléatoire de quantifier le bonheur. En choisissant ce créneau comme pierre angulaire de sa recherche, Gallup, naturellement, s'expose à des critiques, si l'on sait que le sondage sur le bonheur peut être biaisé par la culture de l'expert qui le conduit. Néanmoins, la présence du Togo en queue de liste n'est pas fortuite. Elle ne provient pas d'une complaisance, d'un hasard ou d'une volonté de nuire : Gallup n'a aucun intérêt à donner une fausse image du Togo. Les chiffres énoncés par l'Institut rappellent la réalité des souffrances cachées dans le pays. Il aurait été intéressant d'avoir plus d'explications sur les principaux critères utilisés et les agrégations permettant le classement.

Quelque soit la marge d'erreur que nul ne peut dénier à une telle étude, le rang qu'occupe le Togo interpelle ses dirigeants. Ce rang est indubitablement révélateur d'une précarité économique constante, conduisant à une paupérisation notable chez les couches sociales togolaises. Devant ce sombre tableau qui écorne l'orgueil de tout togolais digne de ce nom, République togolaise ne trouve pas mieux à faire que de consacrer tout son souffle à tympaniser l'OBUTS et à compter, à la baisse, chaque samedi, les manifestants du FRAC. Les rédacteurs du site officiel se rendraient utiles et joueraient leur rôle d'intérêt public en approchant les experts de "Gallup World's Poll" pour requérir des études scientifiques pouvant permettre au pouvoir RPT-AGO d'améliorer sa gouvernance et ses propres scores socio-économiques. C'est plutôt ça ce qu'on appelle en politique « évoluer avec le temps et changer de stratégie au profit du peuple ». C'est compris ?

Kodjo Epou
Washington DC
USA

Aller ici pour consulter la [source du classement](#).



TOGO LITTÉRATURE POLITIQUE Gouvernances et errances



29 juillet 2010 - Ouvrage pédagogique, Gouvernances et errances aborde avec didactisme les découpages spatiaux de l'Afrique. La perspective géographique mais aussi politique de l'auteur permet de mieux appréhender l'essence même du terme "territoire", ainsi que ses multiples aspects. Agrémenté d'une riche bibliographie, cet essai formateur ravira un lectorat avide de connaissances sur le continent africain. Un essai au sujet de la notion de "territoire", appliquée au continent africain. En entremêlant populations, migrations, ressources locales et les différents gouvernements, Emmanuel Isidore Bocco réalise une approche de ce concept crucial mais peu délimité, en

perpétuelle mouvance.

- ▶ [Lire les premières pages du livre](#)
- ▶ [Voir la liste des livres écrits par cet auteur](#)
- ▶ [Lien éditeur](#)

AFRISCOOP.COM TOGO MEDIAS PRESSE L'actu de la semaine relatée par la presse



L'actu de la semaine vue par la presse locale

vendredi 30 juillet 2010 par [Déo KOMI](#), [© AfriSCOOP](#) - ([AfriSCOOP Lomé](#)) — La crise à l'Union des Forces de Changement (UFC), le désir de Faure Gnassingbé d'en finir avec le RPT et l'UFC, la gestion calamiteuse de NIOTO par ses responsables et le départ de la Société Shell de 19 pays dont le Togo sont les principaux sujets abordés par la presse togolaise cette semaine.

La lutte de pouvoir à l'UFC entre Gilchrist Olympio, Président national et Jean-Pierre Fabre, Secrétaire Général de ce parti politique continue de faire la Une des journaux togolais. On se rappelle que c'est suite à la candidature de Jean-Pierre Fabre au scrutin présidentiel du 04 mars 2010 que la tension est née entre ces deux hommes. La tension a atteint un degré très élevé au point que Gilchrist Olympio envisage organiser un congrès extraordinaire pour exclure ses antagonistes. Parlant de cette lutte de pouvoir, « **Le Regard**, n° 702 du 27 juillet 2010 » titre en manchette : « **Fabre veut empêcher Gilchrist d'organiser le congrès de l'UFC** ». Annonçant que les fédérations de la Savane prennent position, il écrit : « la lutte de pouvoir entre le Secrétaire Général de l'UFC et le Président national du parti risque de dégénérer en affrontements physiques entre partisans et adversaires au sein du même parti. En perspective du prochain congrès, les deux tendances s'évertuent à convaincre le maximum de représentants fédéraux en vue de contrôler la situation. Pour récupérer le maximum de fédérations, la tendance fabriste avait prêté l'intention à Gil de vouloir dissoudre le parti qu'il a lui-même créé. Des responsables fédéraux jouent à un jeu pas très clair. Tantôt ils jurent devant les émissaires de Fabre qu'ils sont de son côté, tantôt ils rassurent Gilchrist qu'ils restent fidèles à lui. Ce double langage est tel que ni Fabre ni Olympio ne peut jurer d'avoir leur confiance. Dans une mise au point qui traduit l'atmosphère au sein du parti, les fédérations de Cinkassé, Kpendjal, Oti, Tandjoaré et Tône déclarent qu'« aucune délégation du Bureau National ne sera reçue si elle n'est pas mandatée par Gilchrist Olympio ». Face à l'incertitude qui prévaut quant au contrôle des fédérations, et devant l'évidence que Gilchrist Olympio ne peut organiser un congrès pour se voir chiper le fauteuil du parti qu'il a créé, Jean-Pierre prépare déjà des esprits à toute éventualité ».

Confirmant l'intention de Jean-Pierre Fabre par rapport à cette lutte de pouvoir à l'UFC, « **Liberté**, n° 770 du 26 juillet 2010 » le cite en titre à la Une lors d'une interview qu'il lui a accordé : « **Je m'opposerai à**

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

toute tentative visant à s'approprier l'UFC avec l'aide du RPT » et précise selon les termes de Jean-Pierre : « Si tout le monde reconnaît que c'est un bon congrès, nous y adhérons. Mais à ce sujet, je voudrais lancer un appel à nos partisans, car ceux qui pensent qu'ils peuvent avec l'aide du RPT, organiser un faux congrès pour s'arroger le leadership de l'UFC, se trompent. Nous allons mobiliser toute la population togolaise contre eux. Nous n'avons pas beaucoup besoin du RPT pour maintenir l'UFC, avec la ligne actuelle du bureau national. Nous avons uniquement besoin des populations togolaises. Nous n'avons pas peur des gamineries de nos ex-collègues et de nos ex-camarades. Je sais que je m'opposerai avec force et avec les contributions des populations togolaises à toute tentative visant à s'approprier l'UFC avec l'aide du RPT par l'organisation d'un faux congrès ». Cette crise au sein de l'UFC inquiète plus d'un Togolais soucieux de la pacification de la scène politique.

Dans l'optique de cette pacification, « **Forum de la Semaine**, n° 747 du 27 juillet 2010 » révèle en titrant en manchette : « **Crise à l'UFC : Togbui Ahoawoto Savada Lawson Zankli VIII propose de mener une médiation entre les deux camps** ». Signalant que Jean-Pierre Fabre pose un préalable, il note : « Togbui Lawson Ahoawoto Sawada Zankli VIII se propose pour une médiation entre le Président de l'UFC, Gilchrist Olympio et son Secrétaire Général Jean-Pierre Fabre. La nouvelle a de quoi réjouir les milliers de sympathisants du plus grand parti politique de l'opposition togolaise qui, depuis la présidentielle du 04 mars 2010, vivent au gré des humeurs de ces deux leaders politiques visiblement divisés sur la nouvelle orientation à donner au parti. Résultat, la détermination et le courage ont peu à peu fait place à une démobilisation et à une incompréhension totale au sein des « Chemises jaunes ». L'initiative est la bienvenue et ne saurait être mise sous étoile si tant est qu'elle pourrait permettre de faire revenir à des meilleurs sentiments M. Fabre qui d'un côté pose des préalables, et son mentor M. Olympio, pour qui le parti doit s'essayer à un nouveau combat politique, pour le bonheur des militants et des Togolais ». Le préalable que Jean-Pierre Fabre pose pour cette discussion, selon l'auteur de l'article est que Gilchrist Olympio fasse amende honorable.

Les journaux notent que la crise qui secoue l'UFC n'épargne guère le RPT. Bien que la crise au sein du RPT ne soit pas visiblement perçue par le commun des Togolais, le parti au pouvoir ne connaît pas du tout la sérénité. La crise aussi bien à l'UFC qu'au RPT (Rassemblement du Peuple Togolais) serait un planning de Faure Gnassingbé qui voudrait se débarrasser de ces deux partis. Abordant ce sujet, « **Forum de la Semaine**, n° 746 du 26 juillet 2010 » titre en manchette : « **Les acteurs malgré eux d'un Togo en pleine mutation politique : Comment Faure Gnassingbé a programmé la mort lente mais inéluctable du RPT et de l'UFC** » et explique : « Faure Gnassingbé est conscient qu'il ne sera pas possible de continuer cette politique de l'immobilisme sans, à un moment donné réveiller et exacerber les mécontentements au sein de son propre clan. Les Togolais ont besoin d'un Etat moderne soucieux de réduire les inégalités, de combattre les injustices et toutes les formes d'impunités instituées par le système RPT. La réconciliation des Togolais entre eux et avec leur histoire, la construction d'une authentique démocratie pluraliste et d'un Etat de droit au Togo, la bonne gouvernance politique, économique et sociale, le développement économique créateur de richesses et d'emploi, la construction d'une société togolaise solidaire et unie, voilà des objectifs qui correspondent aux aspirations profondes des Togolais et qui ne pourront être atteints que dans le cadre d'un pacte national, impliquant l'ensemble des forces politiques du pays... Ainsi il apparaît donc de plus en plus évident que, quelle que soit l'issue du prochain congrès de l'UFC, ce parti ne sera plus jamais ce qu'il a été. Quant au RPT, il a depuis longtemps cessé d'être un parti politique si tant est qu'il l'a jamais été. Même pour des caciques, il va devenir de plus en plus difficile de jouer aux démocrates de façade tout en continuant à incarner dans les faits, un système désuet totalement vomi par les Togolais ».

Il est annoncé dans les colonnes des journaux que NIOTO (Nouvelle Industrie des Oléagineux du Togo) connaît d'énormes problèmes. Les ennuis de cette industrie sont d'autant plus inquiétants que « **Forum de la Semaine**, n° 747 du 27 juillet 2010 » s'interroge en titrant en couverture : « **Marché oléagineux au Togo : Que se passe-t-il en réalité à NIOTO ?** » et écrit : « Le 27 juin 2010, la nouvelle Direction Générale de la NIOTO (Nouvelle Industrie des Oléagineux du Togo) a lancé un plan social pour la restructuration de la société, avec pour objectif de licencier 61 employés et de mettre en chômage technique 80 personnes pendant six mois. Le 13 juillet 2010, après avoir reçu une « fin de non recevoir, claire, nette et précise » à leurs propositions, le personnel a observé un sit-in assorti d'un préavis de grève de 72 heures. Depuis lors, de nouvelles négociations assez tendues sont engagées entre la Direction Générale et les délégués du personnel ».

Estimant que l'exercice 2009 de la Direction de cette société a affiché une perte historique de plus de 4 milliards, « **Liberté**, n° 771 du 27 juillet 2010 » titre à la Une : « **NIOTO au bord de dépôt de bilan, la Direction accusée de gestion calamiteuse** » et souligne : « Selon les informations, la gestion de la société par la nouvelle direction n'est pas du tout catholique, considérant surtout les difficultés de l'entreprise ces derniers temps. Au lieu de faire des investissements pour redresser les comptes de la société, ce sont plutôt des investissements de prestiges et inopportuns qui ont été réalisés par la nouvelle direction conduite par M. Eric Kergall... N'est-ce pas qu'il faut réduire son train de vie lorsque son entreprise fait face à des difficultés ? C'est le contraire qui a cours à la direction de NIOTO. Le directeur loge dans une villa qui coûte à la société six cent cinquante mille (650.000) F CFA le mois. Son adjoint, lui, vit dans une autre qui vaut deux cent cinquante mille (250.000) F CFA et le directeur commercial est lui dans une villa avec piscine et vue splendide à la résidence du Bénin, qui coûte à la société cinq cent mille (500.000) F CFA par mois. Les agents de sécurité, les cuisiniers, les chauffeurs, l'eau, l'électricité, le gaz, le téléphone, l'eau minérale jusqu'au papier hygiénique des premiers responsables, sont à la charge de la société. Sans compter leurs salaires mensuels qui plafonnent à une hauteur dont l'indécence nous empêche de vous donner les montants. Et ce n'est pas tout, la société est astreinte à une couverture d'assistance sociale qui s'élève à 194 millions F CFA pour un seul expatrié ».

La société Shell s'apprêterait à se désengager de certains pays dont le Togo. Ce sujet a intéressé « **Le Regard**, n° 702 du 27 juillet 2010 » qui titre en couverture : « **La société Shell quitte 19 pays dont le Togo, ses employés sont inquiets** » et écrit : « Le géant pétrolier ne dispose plus d'énormes réserves. Dans son portefeuille actuel il n'y a que des projets dont la rentabilité ne sera effective que dans cinq voire dix ans. Au cœur de ces projets : les huiles très lourdes autrement dit ces sables bitumeux dont regorge l'Amérique du Nord, notamment le Canada. D'où ce changement radical de stratégie, car des détails d'exploitation trop longs n'ont jamais favorisé une rentabilité rapide ».

AFRISCOOP.COM

MATINAL
LE DÉFI D'UNE GÉNÉRATION

TOGO MEDIAS-PRESSE ADEBAYOR porte plainte

23 juillet 2010 - **Les relations entre Emmanuel Adebayor et la presse togolaise sont loin d'être au beau fixe. Le Citizen vient de porter plainte contre Prosper Komi Agboklou, un des journalistes les plus célèbres au Togo, plus connu sous le nom de "Prosper l'Allemand", pour diffamation.** Adebayor reproche au journaliste d'avoir diffusé une fausse information et d'avoir « offensé son honneur ». Pendant une émission de télévision, "Prosper l'Allemand" avait révélé qu'Adebayor avait demandé aux joueurs de ne pas se rendre au match contre le Tchad pour aller à une fête organisée par ses soins.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



TOGO POLITIQUE L'UFC en congrès extraordinaire le 12 août prochain

Vendredi, 30 Juillet 2010 04:15 - Il était très attendu par les militants et sympathisants, pour en finir avec la crise interne au parti. Entre-temps même il était annoncé par les Amis de Gilchrist Olympio sur le 4 juillet passé, mais n'a pas pu tenir. Finalement le congrès extraordinaire aura lieu le jeudi 12 août prochain. C'est la date retenue par le Bureau national du parti, habilité à convoquer une telle rencontre.



Union des Forces de Changement

Cette fixation de date marque peut-être la fin du tout premier épisode du palpitant feuilleton Ufc. Une grande polémique est née autour de la personne ou de l'organe statutairement habilité(e) à convoquer le congrès extraordinaire. Les AGO font diversion, évoquent de pseudo-anciens statuts et voient en le Président (sic) Gilchrist Olympio, le seul habilité à le faire. Non, rétorquent les « FABRistes » qui avancent que c'est le Bureau national qui doit y procéder, évoquant les dispositions légales du parti, et aussi le fait que le président national ait été exclu provisoirement. Si le débat opposait depuis des mois les deux camps, c'est la toute première fois que le courant légal et majoritaire, celui de Jean-Pierre et du Bureau national arrête une date. Cette date sera-t-elle la bonne ? Du côté du Bureau national, on ne trouve pas de raison pour que le congrès n'ait pas lieu. Ces assises ne seraient pas convoquées, s'il n'y avait pas de problème de leadership au sein du parti. Le congrès devra être consacré à cette crise interne artificiellement créée par le Président national (sic) qui entretient un vrai bordel au sein du parti. L'« opposant historique » a outrepassé la décision officielle de l'UFC, incarnée par le Bureau national, de ne pas participer au gouvernement Houngbo II. Lors d'une réunion début mai, au moment où le Premier ministre reconduit Gilbert Houngbo a entrepris des consultations avec les formations politiques pour la composition de son équipe de large union, de large compétence, de partage ou de cohabitation -c'est selon-, le Bureau avait décidé de ne pas entrer au gouvernement. Mais Gilchrist Olympio a entrepris en solo des négociations avec le Premier ministre et le pouvoir Rpt. Le « Maréchal » signa le mercredi 26 mai avec le parti au pouvoir représenté par son Secrétaire général Eso Solitoki, un accord dit historique par lequel sept (07) portefeuilles ont été concédés aux AGO, et le révéla en personne au cours d'une conférence de presse ce jour-là. C'est ainsi qu'à la formation du gouvernement le 28 mai, sept (07) préposés Ufc y entrèrent. Dans l'après-midi, le Bureau national de l'Ufc s'est réuni et a décidé l'exclusion temporaire du Président national et de ses courtisans embarqués dans le gouvernement, et d'annoncer un congrès extraordinaire imminent qui devra entériner.

Beaucoup d'eau a coulé sous le pont depuis lors. Le Président national exclu n'a pas du tout digéré son sort et s'est fourvoyé dans des entreprises ridicules. Il cassa le Bureau issu du congrès de juillet 2008 et en recomposa un autre d'où il exclut la 3ème Vice-présidente, Me Isabelle Améganvi et le Secrétaire chargé à la Communication Eric Dupuy et la section Dames et Jeunesse. Des responsables de fédérations du parti ont été embarqués dans cette aventure au moyen des espèces sonnantes et trébuchantes, des promesses de nomination à des postes. L'« Opposant historique » a même eu recours à du faux. Cette semaine une histoire de mise au point de fédérations du grand nord alimente la polémique. Le Congrès du 12 août sera donc l'occasion de déballage. Les deux camps qui s'affrontent et se réclament majoritaires seront situés et l'un va forcément s'éclipser au profit de l'autre. On tend vers une nouvelle élection pour la formation d'un nouveau bureau, pour un nouveau départ. Mais serait-ce la fin de la crise ? Le camp qui viendrait à perdre ne se transformera-t-il pas en ennemi de l'ombre et ne cherchera-t-il pas à prendre sa revanche d'une manière ou d'une autre ? A considérer le rapport de forces, il est à vue d'œil en faveur du camp Fabre et

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

c'est le sort de Gilchrist Olympio et ses lèche-cul qui devrait être scellé. Mais il faut redouter, comme nous l'avons écrit entre-temps, le syndrome FTF lors de ce congrès. Il est probable que l'« Opposant historique » applique les méthodes de ses nouveaux amis du pouvoir et achète le vote des électeurs. Et pour cela, les adeptes du statu quo, ceux-là qui ont plus intérêt que la crise perdure, sont capables de casser la tirelire. Le congrès du 12 août prochain risque donc d'être celui des surprises. Il nous revient qu'aux dernières nouvelles, Gilchrist Olympio aussi prévoit un congrès pour les 11 et 12 août à l'Hôtel Ibis. Il aura donc attendu la fixation de la date par le Bureau national pour arrêter la sienne, afin de semer le bordel. On évolue donc inexorablement vers deux congrès pour un même parti. Affaire à suivre.

Tino Kossi
LIBERTE HEBDO TOGO

MO5 TOGO TOGO POLITIQUE SAGA OBUTS Procès en appel le 14 août, selon Agbéyomé KODJO

2010.07.31 - **Le procès en appel de la dissolution d'OBUTS d'Agbéyomé Kodjo aura lieu le 14 août prochain, a annoncé le leader du parti cette après-midi à la plage, au cours du meeting sanctionnant la marche hebdomadaire du FRAC. Agbéyomé Kodjo qui ne prend plus la parole au cours du meeting à proprement dit du FRAC, en raison justement de la dissolution de son parti en première instance, a annoncé la nouvelle à la fin du meeting.**

Le jugement devrait avoir lieu la semaine dernière mais a été reporté à cause du voyage dans la Kozah du président de la Cour d'Appel. Le magistrat qui devrait se prononcer à Lomé sur l'affaire était à Kara dans le cadre des luttes traditionnelles Evala, tout comme d'ailleurs plusieurs principaux responsables de l'administration togolaise.

Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (OBUTS) a été dissous par le juge Sogoyou Pawélé pour non conformité avec la charte des partis politiques, après un simulacre de procès introduit par deux dissidents du parti, Vidada et Codjie. Le parti a fait appel du jugement et attend aller jusque devant les tribunaux communautaires de la CEDEAO et de l'UEMOA.

mo5-togo.com



Jeudi, 29 Juillet 2010 22:39 - **La crise ouverte entre-temps au sein de l'Union des Forces de Changement n'a pas fini de livrer ses facettes hideuses au peuple togolais avide de changement. Mardi déjà, des responsables de fédérations de l'UFC de la région des savanes sont montés au créneau pour demander expressément à Jean-Pierre Fabre candidat du parti à la dernière présidentielle « d'aller dialoguer avec Gilchrist Olympio ». Une injonction que certains proches de Jean-Pierre Fabre n'ont pas du tout digérée. Pour ceux-ci, ces responsables de fédé ont été saoulés au miel du vieux Bouraïma Diabacté actuel ministre UFC de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle et très proche de Gilchrist Olympio.**

Ce qui est sûr, c'est que cette crise à l'UFC fait jaser certains qui aimeraient que ça dure aussi longtemps possible pour leur permettre de détourner un peu le peuple des vrais problèmes du pays. Suivez-bien nos regards.

De toutes façons, Gilchrist Olympio et ses lieutenants, notamment Jean-Pierre Fabre, Patrick Lawson, Georges Lawson et autres ont intérêt à revenir à de meilleurs sentiments si non, le peuple meurtri par tant d'années d'injustice et de barbarie du régime RPT ne leur pardonnera pas un autre faux pas de trop. Ce qui est à noter, est que d'une part Fabre et son FRAC sont en panne de stratégie et Gilchrist et ses AGO sont en panne de reconnaissance. Dans ce meli-melo de manque de vision et surtout d'opportunisme criard, les deux camps de l'UFC ont fini par laisser un boulevard à Faure qui, bien malin, se sert royalement pour faire ses voyages d'affaires quand ses lieutenants, eux se chargent du nettoyage des derniers fonds encore visibles dans les caisses de l'Etat. Fait concret. Quand le patron la Banque Mondiale Philip English est venu sommer les autorités de leur mal gouvernance, aucun togolais n'a été au courant. Si ce n'est pas le député du RPT Ayité Singou qui s'époumonnait encore à remettre debout Faure qui déjà est l'agonie. Jean-Pierre Fabre lui aussi député, et ses amis Fracistes n'ont pas aussi il paraît eu vent de la colère des banquiers de la Banque Mondiale. Cela s'appelle embrasser l'agréable au détriment du nécessaire. Et en politique, les premiers à être écoutés, sont les premiers à être servis. Et à force de mentir le peuple sur une stratégie qui ne viendra jamais, mieux qui n'existe même pas c'est de vieillots qui sont vomis par le peuple qui finissent par éparpiller le mensonge dans la cité parce que, eux aux moins ils ont l'argent de leur politique. Et depuis le revirement des sections dans la Savanes, Gilchrist vient de montrer qu'il a bien appris la leçon au RPT. Avec l'argent on peut tout faire, on peut même faire oublier ceux qui pleurent encore la mort de Sylvanus Olympio. Que ceux qui ont des oreilles pour entendre s'efforcent davantage à les ouvrir pour entendre. Pascal Bodjona du haut de ses 150 kilos et Faure Gnassingbé du haut de ses milliards de billets de banque, peuvent à eux tous deux faire chavirer le bateau de l'UFC vers leur ami personnel Gilchrist Olympio. Et le congrès attendu de pied ferme par les deux camps risque de faire encore des guerriers qui ne jetteront pas de sitôt les armes. Ambiance. **Camus Ali Lynx.info**



Jeudi, 29 Juillet 2010 08:30 - L'ancien collaborateur et interprète des feus Kwame Nkrumah dans les années 60 et Gnassingbé Eyadéma dans les années 70, Monsieur Andoch Nutépé Bonin, parle de l'ancien opposant historique et charismatique devenu depuis peu l'ombre de lui-même, de l'accord intervenu entre le RPT et Gilchrist Olympio, de l'Opposition togolaise et du FRAC, de la CVJR et de la détention jusqu'ici des membres du MCA, ainsi que des réformes institutionnelles et constitutionnelles au Togo.

Monsieur Andoch Nutépé Bonin, bonjour ! Tout comme M. Gilchrist Olympio, vous êtes l'un des leaders historiques de l'Opposition togolaise. A la suite de la dernière élection présidentielle, l'Opposition connaît des bouleversements internes liés à la participation de M. Gilchrist Olympio au gouvernement, tandis que le FRAC mené par Jean-Pierre Fabre refuse de s'associer à l'initiative et continue à multiplier les manifestations pour dénoncer la réélection de Faure Gnassingbé et réclamer la victoire. Quelle est réellement votre position par rapport à ces deux courants dont les divergences ne cessent de fragiliser l'action de l'Opposition ?

Andoch Bonin: Vous autres qui me connaissez, seriez-vous choqués de m'entendre révéler aujourd'hui que M. Gilchrist Olympio n'est pas, ni n'a jamais été de l'Opposition togolaise ! La non appartenance à l'Opposition l'a poussé à signer cet accord infâme avec ce gouvernement RPT dont le peuple togolais n'a jamais voulu. Il est donc normal que le FRAC et son leader, Jean-Pierre Fabre, refusent de s'associer à une initiative qui ne peut que retarder la libération du peuple, d'où la justesse des manifestations du FRAC pour revendiquer la victoire de leur leader.

Egoïste et perfide, il ne pense qu'à sa seule personne. Lâche et manquant du moindre courage, il se sait incapable d'assumer la magistrature suprême du pays et, pourtant, ne voudrait pas que quelqu'un d'autre y parvienne. Il a toujours été le principal obstacle dans la lutte ô combien noble que mène le peuple pour se libérer.

Pour ce qui me concerne, je ne crois pas qu'il existe deux courants divergents qui fragiliseraient l'action de l'Opposition. Cette situation ne fait plutôt que renforcer la détermination du peuple à se libérer. Contrairement au parti au pouvoir, le RPT, depuis le début du processus de démocratisation caractérisé par l'avènement du multipartisme, l'Opposition n'arrive toujours pas à se souder pour parler d'une seule voix

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

afin de constituer une alternative crédible pour sortir le pays de la crise. Ne pensez-vous pas que dans ces conditions, le RPT a des raisons de vouloir se maintenir au pouvoir surtout que le rapport de force reste défavorable à l'Opposition ?

Vous vous rappellerez ma conférence de presse du samedi 22 mars 2008 pour dénoncer l'infâme accord de défense franco-togolais où je disais que l'Opposition manquait de leadership. Cette Opposition que j'appelle le PEUPLE s'est de tout temps opposée au pouvoir brutal et rétrograde du RPT. Le manque de ce leadership pousse bien sûr le RPT à se trouver des raisons de vouloir se maintenir au pouvoir. Il va sans dire que le rapport de force reste défavorable au peuple qui demeure pour le moment sans moyens dissuasifs.

Selon l'accord intervenu entre le RPT et M. Gilchrist Olympio, les réformes institutionnelles et constitutionnelles devront être menées dans un délai de six mois. Pendant ce temps, le recensement général de la population et un partage de pouvoir au niveau des sociétés d'Etat et des préfectures sera effectif. Dans le même ordre d'idées, les élections communales sont prévues pour début 2011 au plus tard.

Du moment où les autres courants de l'Opposition se désolidarisent de l'initiative de Gilchrist Olympio, ne pensez-vous pas que c'est l'Opposition elle-même qui se mord la queue ?

Vous semblez avoir un Premier Ministre, le sieur Gilbert Houngbo qui s'était donné six mois à sa prise de fonction pour changer le quotidien des Togolais en faisant des miracles. Qu'un Gilchrist Olympio déclare se donner un délai de six mois pour faire des réformes institutionnelles et constitutionnelles, tout homme bien réfléchi ne peut qu'en rire.

Pour parler de partage de pouvoir, je suis persuadé que Gilchrist Olympio se leurre en toute inconscience. Parler de courants au sein de l'Opposition, c'est faire insulte au peuple qui est uni et unanime dans sa lutte contre la barbarie. Pour moi, l'Opposition est tout simplement le peuple qui ne peut se mordre la queue. De 2005 à nos jours, Faure Gnassingbé a multiplié les démarches d'ouverture en direction de l'Opposition en collaborant au plus haut niveau de l'Etat, successivement avec Edem Kodjo, Zarifou Ayéva, Yawovi Agboyibo, Léopold Gnininvi et maintenant Gilchrist Olympio. Toutefois, en dépit de toutes ces collaborations, il saute aux yeux que les problèmes politiques du Togo ne sont pas toujours réglés. Le processus démocratique a du plomb dans l'aile. La kyrielle d'accords signés ne sont pas traduits dans les faits.

Connaissant bien le régime RPT et l'Opposition togolaise, à votre avis, qu'est-ce qui cloche ?

Edem Kodjo, Zarifou Ayéva et Yawovi Agboyibo ne peuvent pas être de l'Opposition. Ils sont pour nous autres qui les connaissons, des rptistes purs et durs avec qui on ne peut pas faire d'ouverture. Nous nous sentons très malheureux du fait que notre frère Léopold Messan Gnininvi se fût laissé aller à un jeu qui l'a diminué aux yeux du peuple.

Dans ces circonstances, les problèmes politiques du Togo ne peuvent nullement être réglés. La kyrielle d'accords dont vous parlez, vu les protagonistes qui en sont les auteurs, ne peuvent se traduire dans les faits. Le RPT que nous connaissons presque parfaitement et que nous disons n'être pas un parti politique, est une machine brutale. Ce qui cloche, c'est le manque de leadership pour le peuple qui le pousserait à se défaire des animateurs de cette machine et regagner sa dignité d'antan.

Autre problème important, les militants du MCA sont toujours maintenus en détention pendant que la Commission Vérité, Justice et Réconciliation poursuit ses travaux pour amener le peuple togolais au pardon et à la réconciliation. L'apaisement du climat politique et social étant indispensable pour le bon déroulement du processus de réconciliation, quels messages avez-

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

vous à l'endroit du Chef de l'Etat, du FRAC, de la Commission dirigée par Mgr Barrigah et à l'ensemble de la classe politique ?

Que reproche-t-on en fait à nos frères militants du MCA ? Nos frères du MCA n'ont pas été pris en flagrant délit en possession d'instruments de violence pour qu'on les accuse de tentative d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Le slogan : « Alternance ou la Mort » de nos frères militants du MCA n'a été qu'un moyen de mobilisation du peuple et dont il a besoin pour continuer la lutte pacifique de libération. En même temps, c'est un moyen de dissuasion pour faire baisser la garde aux forces du mal.

En ce qui concerne la CVJR, étant donné qu'elle est dirigée par le clergé, nous n'y avons aucune confiance. Le pardon et la réconciliation se feront naturellement dès la libération du peuple dans la Nation qui a toujours été une et indivisible. D'ailleurs, la CVJR n'aurait-elle pas dû, si elle croyait vraiment être investie d'une mission, exiger et obtenir la libération de nos frères militants du MCA ?

Que dire au Chef de l'Etat ? Sinon que de lui demander de prêter une oreille attentive aux aspirations du peuple togolais et de prendre des mesures pour soulager ses souffrances. La misère devient de plus en plus accentuée.

Je voudrais dire au FRAC auquel nous appartenons, de ne pas se leurrer en pensant que les seules marches que nous faisons libéreraient le pays.

Quant à Mgr Barrigah, évêque catholique, je lui conseillerais de descendre sur terre pour pénétrer le peuple afin de se rendre compte de sa souffrance pour réfléchir. Réfléchir pour agir en se libérant de la torpeur dans laquelle eux tous, les commissaires, se trouvent

Un dernier message ?

Pour mes frères et sœurs, je leur demande de maintenir leur position, de conserver la détermination qu'ils ont maintenant, de se faire confiance et d'avoir l'assurance qu'ils finiront par vaincre les forces du mal.

**Interview réalisée par
Délali OBOBI**

« Il y a des personnes si légères et si frivoles qu'elles sont aussi éloignées d'avoir des défauts que des qualités solides » (La Rochefoucauld)

Ce qui a été mis en branle au Togo depuis mai 2009 et qui a pour nom Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR) avait connu au Togo d'autres formes d'appellation, notamment « Réconciliation Armée-Nation ». La différence avec la CVJR, c'est que celle-ci intervient après la mort de celui qui avait initié les autres formes de réconciliation dans le pays, notamment après plusieurs centaines de morts suite à des élections. Il faut aussi signaler que c'est avec le soutien et l'accompagnement du Haut Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme (HCDH). Entre ce qui se faisait du temps d'Eyadéma et ce qui se passe aujourd'hui, il n'y a pas de différence. C'est ce que feu Tavio Amarin a appelé en juillet 1991 à la Conférence nationale « des mouvements de réconciliation hypocrite ». A l'époque, malgré sa jeunesse, son analyse et sa connaissance du régime incarné par feu Eyadéma lui avaient permis de déclarer du haut de la tribune de la Salle Fazao de l'Hôtel 2 Février, que le renouveau démocratique passait inéluctablement par le départ du chef de l'Etat. Cela voudrait dire qu'il n'y avait aucune sincérité décelable dans les faits et gestes de l'Homme d'Etat d'hier, aucune volonté politique qui pouvaient permettre de donner carte blanche à des engagements que prenait le Général. Le clou aura été l'engagement de quitter le pouvoir en 2003 sans toucher à une virgule de la Constitution.

Parmi les nombreux signes qui montrent que Faure est sur les traces de son père et qu'il n'a aucune volonté de se démarquer de lui, bien qu'ayant déclaré que lui, c'est lui et que Eyadéma c'est Eyadéma, sont entre autres les suivants. Aucun empressement à mettre sur pied la commission. Depuis 2005, ce ne fut que 4 ans après que la CVJR deviendra opérationnelle. Là encore, la décision de création sera prise en février 2009, mais ce ne fut que trois mois plus tard qu'elle sera installée. Alors que depuis 2005, l'idée de cérémonie de réconciliation faisait son chemin, les résultats du premier concours d'entrée à l'ENA sous Faure Gnassingbé furent sur fond de tribalisme; ce que nous avons dénoncé à l'époque. Suivra en 2007 le recrutement de nouveaux éléments des forces de sécurité (police et gendarmes). Ledit recrutement fut fait également sur fond de tribalisme, ce que plusieurs médias avaient eu à dénoncer et qui fit un peu honte aux autorités. Ce qui les amènera à procéder à une espèce d'exercice de rattrapage pour se donner bonne conscience. Sur les 4000 nouveaux fonctionnaires de l'Administration déclarés reçus au premier grand concours national sous Faure, dans un premier temps, sur la quarantaine d'ethnies que compte le pays, l'ethnie Kabyè contre laquelle nous n'avons rien, mais alors absolument rien, à elle seule, avait eu 2500 admis.

Nous n'oublierons pas le coup tordu joué au concepteur et initiateur de la FICK (Foire Industrielle et Commerciale de Kara) qui, après de gros investissements, sera malhonnêtement « smashé » à un « Togolais venu de loin » par un prétendu natif de la Kara, sûrement un coup monté par l'entourage de Faure lui-même qui aura donné son onction, en allant à l'inauguration l'année d'après, d'un SICKA (Salon Industriel et Commercial de Kara). On ne ferait sûrement pas du tort au monsieur du SICKA en lui demandant où il était avant. L'idée saugrenue qui avait sous-tendu une si vilaine attitude, était qu'il n'était pas normal que ce ne fût pas un Kabyè qui patronnât la structure. Avec des esprits aussi rétrogrades que ceux-là, les citoyens d'un même pays peuvent-ils se réconcilier vraiment ? Que dire du maintien par Faure à la tête des sociétés d'Etat LONATO et CNSS, malgré de multiples dénonciations des médias, de nos frères Kabyè admis depuis plus de dix ans à la retraite, avec la complicité du PM Hounghbo qui a même déjà oublié avoir promis un plan de départ aux Togolais au cours d'une rencontre avec la Presse ?

Alain SIMOUBA LIBERTE HEBDO TOGO

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

SAVOIR NEWS

TOGO POLITIQUE Le président national de l'UFC à la rencontre des Us et Coutumes des Lacs



Ici M. Olympio les mains au menton écoutant attentivement Gê Fioagan xv

Jeudi, 07.29.2010, 08:33pm (GMT) - Le président national de l'Union des Forces de Changement (UFC), s'est rendu pour la deuxième dans la Préfecture des Préfecture où il a rencontré les chefs traditionnels du milieu à qui il a pris langue.

Cette tournée du N° 1 de l'UFC, une visite de courtoisie aux garants des us et coutumes, a été une occasion pour le leader de cette formation d'apporter une lumière sur la situation de crise que traverse son parti avec certains membres dudit parti.

Mr Olympio a aussi saisi l'occasion pour demander pardon aux victimes d'avril 2005 aux parents via les chefs traditionnels, leur expliquer les motifs de sa démarche d'entrée au gouvernement de Mr Hounbo, reconduit pour une deuxième fois.

Les échanges ont directs ont été ponctués d'applaudissement et les un set les autres ont exprimé leur souhait de voir le Togo "Uni, prospère" pour les générations futures. Les infrastructures routières, la santé, l'éducation...ont également meublé les débats.

a délégation de M. Olympio a été très bien accueillie et le président de ce parti a laissé a profité de l'occasion pour parler de l'organisation du congrès de ce parti. Le prochain congrès de l'UFC, nous allons l'organiser "d'ici trois semaines", selon Gilchrist Olympio a annoncé jeudi M. Gilchrist Olympio aux gardiens de la tradition dans les Lacs. "Nous organiserons notre congrès d'ici trois semaines. Vous aurez les invitations, afin de vous

permettre d'assister à cet évènement", a déclaré M.Olympio devant Gê Fiogan Sédégbé Foli-Bébé XV, le roi des Guins.

Selon lui, ce congrès "ne vise pas à détruire l'UFC, car personne ne peut se lever et couper la tête de son propre enfant". "L'UFC, nous l'avons créée nous-mêmes. Nous voulons seulement réorienter la gestion qui est actuellement faite de ce parti, car l'UFC est aujourd'hui un grand parti politique", a souligné M.Olympio. A chaque étape, M.Olympio a expliqué les raisons qui l'ont motivé à entreprendre depuis quelques jours, une tournée dans certaines localités du pays.



Le roi des Guins entouré de ses proches écoutant M. Olympio

"Ma démarche ce de jour vise à vous expliquer les contours des problèmes au sein de l'UFC, afin que vous puissiez mieux comprendre les choses", a exposé M.Olympio devant Gê Fiogan Sédégbé Foli-Bébé XV et plusieurs autres chefs traditionnels.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

"Aujourd'hui, le Togo se trouve dans un état totalement délabré. Il faudrait que nous nous mettons ensemble pour la reconstruction de ce pays", a expliqué M.Olympio, en allusion à l'entrée de l'UFC au gouvernement.

Des personnalités de la principale formation d'opposition siègent pour la première fois au gouvernement, depuis la création de ce parti en 1992.

L'entrée de ce parti au gouvernement était intervenue au lendemain de la signature par M.Olympio et des responsables du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT, le parti au pouvoir) d'un "accord de partage de pouvoir". Cet acte posé par M.Olympio n'était pas du goût de certains de ses proches notamment Jean Pierre Fabre et Patrick Lawson, qui ont qualifié de "solitaire" sa démarche. Depuis lors, le parti traverse une crise très profonde. On observe ainsi deux clans: des amis de Gilchrist d'un côté, et ceux de M.Fabre de l'autre.

"Nous ne voulons pas de querelles, car elles n'apportent rien ; raison pour laquelle nous avons entrepris cette tournée pour expliquer aux chefs traditionnels, le bien fondé de notre décision", a-t-il souligné.

Des chefs traditionnels ont apprécié la démarche de M.Olympio, invitant la famille UFC à la "compréhension" et au "pardon". "Comment pouvons-nous construire ce pays, si nous ne sommes pas ensemble?", s'est interrogé Gê Fiogan Sédégbé Foli-Bébé XV. Selon lui, "il arrive parfois que des enfants d'une même famille se querellent, mais ils finissent toujours par s'entendre".

"Nos amis UFC qui ne veulent pas de ta démarche, ne les écarte pas. Il faut les accepter avec amour", a prodigué le roi des Guins à l'opposant historique.

A Agoègan, la cour royale a été trop aiguë pour contenir hommes et femmes. Là, plus de six autres chefs environnants du canton n'ont pas manqué d'apprécier et d'encourager à tour de rôle le leader de l'UFC. "C'est la meilleure méthode utilisée. Nous vous soutenons et seul Dieu sait tout", a affirmé le chef de Klouvidonou.

Durant ce périple dans les Lacs, la délégation de l'UFC n'a été objet d'aucune agression ni d'injures verbales. "M. se dit très ravi de l'oreille attentive à son message".

Savoir News.com

LOMECITE TOGO POLITIQUE Crise à l'UFC L'Union des fédérations des Savanes rompt le silence



Mardi, 07.27.2010, 10:16pm (GMT) - **L**a crise à l'Union des Forces de Changement

(UFC) connaît un nouveau rebondissement qui ne dit pas son nom. Après avoir tout fait pour cacher la vérité et la position des fédérations composantes le parti, ce qu'il convient d'appeler les « vérités de l'UFC » au grand jour sont enfin exposées au public. En effet, depuis la chute du président national dans les escaliers aux USA, chute qui selon la base à Lomé ne lui permettait pas d'être à Lomé.

Et du coup, en lieu et place de sa candidature, c'est plutôt MR Fabre qui a désigné pour défendre les couleurs du parti des « teints clairs ». Deux camps opposés au sein du même parti vont voir le jour : le premier qualifié des Amis de Gilchrist Olympio « AGO » soutenant becs et ongles Gilchrist Olympio et l'autre « les réformateurs » emmené par Mr Fabre, Patrick Lawson. Malgré les tractations effectuées de gauche et à droite, les AGO ne parviendront pas à faire passer la candidature de leur mentor, c'est Jean Pierre Fabre, par un coup de baguette magique, qui a pu dans un laps de temps, rassembler les pièces exigées pour sa candidature, et va les déposer à la CENI. Scandale. La guerre des jumeaux va alors commencer.

Que de commentaires la presse et l'opinion n'ont pas faits. Interrogé à maintes reprises sur la crise au sein de son parti, le Secrétaire général de l'UFC a toujours soutenu que son parti ne connaît aucune crise. Malheureusement, on n'en était là, quand de son retour à Lomé, pour apporter un soutien de taille au candidat de recours, en lieu et place d'un accueil, ce sont des jets de pierres et autres qui vont rentrer dans la danse. Ce qu'on a longtemps caché au peuple, a fait son apparition. Et pour montrer qu'il est le leader N°1 du parti, l'opposant historique a reconnu les résultats et accepté la main tendue de Faure Gnassingbé. Ce qui va même conduire à la signature d'un accord de partage de pouvoir entre le RPT et l'UFC. Ce qui n'est pas du goût du secrétaire général.

Désespéré, aigri par cette démarche de son mentor, Jean Pierre Fabre décide et soutenu dans sa démarche par le Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC) crée pour diviser et semer de la pagaille au sein de l'opposition et de facto, pérenniser le règne d'un système qui lui a apporté un soutien financier pendant les périodes électorales, de prendre le chemin de la contestation électorale. Autoproclamé vainqueur par le candidat malheureux de l'OBUTS, Agbéyomé Kodjo, Jean Pierre Fabre s'est appuyé sur les dérives du fils de Yoto pour en faire son chou gras. Et bien, voilà. Après plus de 18 marches consécutives, la prise du pouvoir à eux volée et promis au peuple tarde à venir.

Cinq mois après la compétition électorale qui a créé une grave crise à l'UFC, les langues se lient et se délient. Tout récemment, le camp Fabre avait initié une tournée à l'intérieur du pays en vue de prendre langue avec les fédérations du parti au sujet de la crise. Une dernière rencontre avait eu lieu ici à Lomé au domicile de Gilchrist Olympio le 25 avril 2010. Sur cette dernière, les fédérations présentes, au regard de ce qu'a apporté le leader de l'UFC pour la bonne marche du parti, dans la lutte pour un Togo libre et démocratique, ont formulé des recommandations après un constat.

Les recommandations formulées, si elles doivent être appliquées, vont permettre à un dénouement certain de la crise au sein de l'UFC. Malheureusement, le camp « Fabre » campé sur sa position, n'a pas voulu s'exécuter. Et c'est pour tirer au clair que l'Union des fédérations de l'UFC des Savanes a voulu rompre le silence. Elles ont rendu publique à cet effet, une mise au point dont la rédaction de « Le Magnan Libéré » a eu copie. Selon les fédérations des Savanes, il est temps que cesse les injures contre le président national et aucune note circulaire ne doit sillonner et prise en compte si cela n'émane pas du président national.

Voici ici l'intégralité de la mise au point

UFC

Union des Forces de Changement

Union des Fédérations des SAVANES

(Cinkassé ; Kpendjal ; Oti ; Tandjoaré et Tône)

Objet : Mise au point

Les fédérations de Cinkassé, Kpendjal, Oti, Tandjoaré et Tône après avoir constaté ce qui suit ;

1-Le refus de Jean Pierre FABRE et sa suite de dialoguer avec le président national comme l'ont recommandé les fédérations lors de leur rencontre au domicile de Gilchrist Olympio en date du 25 Avril 2010.

2-La crise au sein du parti tarde à trouver une solution

3-les équipes de tournées organisées par J-P Fabre est une tournée d'intoxication, de diffamation et d'insulte à l'endroit du président national.

4-Le désordre crée au sein du parti ; n'importe qui se donne le pouvoir de signer des notes en présence du président national.

5- Le non respect des statuts du parti.

Suite à tout à tout ce qui précède, les fédérations demandent :

-Que cette tournée d'intoxication ; de diffamation et d'insulte à l'endroit du président national cesse.

-Aucune délégation du bureau national ne sera reçue si elle n'est pas mandatée par le président national.

Gilchrist Olympio

-Le respect scrupuleux des statuts en vigueur et reconnus par le gouvernement.

-La reconsidération de la recommandation des fédérations.

-Aucune note circulaire ne sera prise en considération si elle n'est pas signée par le président national.

Espérant que cette note sera prise en considération ; nous vous présentons nos salutations militantes.

Le Magnan Libéré N°169 du 28 juillet 2010*

la AKOMATSRI TOGO SANTE PALUDISME 1 personne sur 20, décède de la maladie

31 07 2010 - Au Togo, pays endémique, le paludisme constitue la première cause de morbidité et mortalité. Et pour cause, le Togo jouit d'un climat qui favorise particulièrement la reproduction des moustiques. En moyenne 1 personne sur 20, qui développent la maladie, décède et dans la plupart des cas ce sont les enfants de moins de 5 ans qui meurent.



Le paludisme constitue le premier problème de santé publique au Togo. Compte tenu du climat tropical dont jouit le pays, le paludisme y est naturellement favorisé. Le moustique se développant particulièrement dans les zones humides et chaudes, la chaleur et l'humidité augmentent l'espérance de vie et favorisent la reproduction des anophèles, qui transmettent le parasite de la maladie. Le type d'anophèle le plus répandu sur le plan national est « *l'anopheles gambiae* » très connu pour sa virulence et pour sa grande capacité de mutation et de résistance aux insecticides. La propagation de la maladie est d'autant plus forte qu'elle sévit de façon endémique, donc toute l'année sur toute l'étendue du territoire avec une recrudescence en saison des pluies.

Selon les statistiques sanitaires nationales de 2007, il représente 42% des consultations dans les formations sanitaires et 28% des hospitalisations et les enfants de moins de 5 ans sont les plus touchés soit un taux de 58%. Soit un taux de létalité de 5%. Hormis les enfants, les femmes ne sont pas également épargnées par la maladie. Elles sont particulièrement vulnérables au paludisme lors de la grossesse débouchant parfois sur des complications. Le paludisme entraîne chez les femmes enceintes des avortements, des accouchements prématurés et des anémies. En cas d'infection sévère au paludisme, les femmes enceintes risquent de souffrir d'anémie et d'effectuer un accouchement prématuré ou de donner naissance à un enfant mort-né. Les nouveau-nés risquent de présenter un faible poids à la naissance, ce qui compromet leurs chances de survie au cours de la première année de vie. Dans les zones touchées par le paludisme, on observe 25% des cas d'anémie sévère chez les mères et 20% des petits poids de naissance, sont attribuables au paludisme, révèle une étude du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF). Malgré ce sombre tableau, la population togolaise répond toujours timidement aux méthodes de prévention et de traitement contre le paludisme. En effet, même si les récentes statistiques du Ministère de la Santé, indiquent qu'en 2009, plus de 71% de ménage disposent de moustiquaires imprégnées, que 77 % des enfants de moins de cinq ans ont bénéficié de soins de santé et de moustiquaires imprégnées et que 64,7 % de femmes ne sont plus exposées au paludisme, la réalité sur le terrain est beaucoup moins encourageante. Moins de la moitié des enfants fébriles sont traités avec un antipaludéen approprié et seulement 40% reçoivent des antipaludéens dans les 24 heures suivant l'apparition des symptômes. Pendant leurs grossesses, à peine 20% des femmes enceintes reçoivent le traitement préventif intermittent (TPI), le traitement le plus efficace et moins chère, environ 205 FCFA pour prévenir le paludisme selon l'UNICEF. Une statistique qui se réduit au fur et à mesure que l'on se trouve dans les zones rurales, à l'intérieur du pays. Par ailleurs Le paludisme touche de façon disproportionnée les populations les plus pauvres qui n'ont pas les moyens de se traiter ou qui n'ont qu'un accès limité aux soins de santé, et il piège les familles et les communautés dans une véritable spirale de la pauvreté. Une situation qui est le résultat direct d'un manque de subvention des moyens de prévention et de traitement tel que les médicaments antipaludéens qui ne sont toujours pas accessibles à la bourse du togolais moyen, et d'une absence de politique de proximité et de sensibilisation conséquente.

Lola Akomatsri

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

TOGO SANTÉ La peste porcine africaine s'étend au nord du Togo

Lomé - Pana 31/07/2010 - La peste porcine africaine s'étend au nord du Togo - La peste porcine africaine (PPA), qui était jusqu'ici concentrée dans les préfectures de Tône et de Tandjouare, dans le grand nord du Togo, touche maintenant celle de la Kozah, dans le nord du pays, annonce un communiqué du ministère de l'Elevage. La peste porcine africaine a été plus précisément localisée dans le canton de Tcharé. Le ministère, qui ne précise pas l'ampleur du mal, assure avoir pris des mesures urgentes pour réduire la propagation du virus responsable de la maladie.

La peste porcine africaine, qui a fait son apparition au Togo en 1997, dans la préfecture des Lacs, dans le sud-est du pays, où se trouvent la plupart des élevages porcins, a connu une accalmie de 10 ans avant de réapparaître en janvier 2009, indiquent des sources officielles.

En janvier 2009, 313 porcs de la préfecture de Danyi, à environ 160 km au nord-ouest de Lomé, ont été touchés par la maladie.

En septembre de la même année, la peste porcine africaine avait été signalée à Atikponou, à environ 70 km au sud-est de Lomé.

Selon des statistiques officielles de 2009, la peste porcine africaine a fait perdre plus de 100 000 porcs aux éleveurs togolais.



TOGO SOLIDARITE De nouveaux services de pédiatrie et de néonatalogie à l'hôpital D'AFAGNAN, la zone la plus pauvre du pays

2010-07-19 - AFAGNAN (Agence Fides) – Les nouveaux services de pédiatrie et de néonatalogie seront bientôt achevés et dotés des équipements nécessaires à l'hôpital Saint-Jean de Dieu Fatebenefratelli à Afagnan au Togo, ayant récemment obtenu la reconnaissance de l'Ambassadeur de la Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé. D'après un communiqué de l'ordre religieux, le secteur pédiatrique et néonatal de l'hôpital s'occupe actuellement de plus de 200 enfants et nouveaux-nés et assiste plus de 2000 accouchements par an. On estime que plus de 6000 enfants auront besoin des soins proposés par les nouveaux services. Les travaux, d'après les prévisions, seront terminés avant la fin de cette année pour offrir une aide plus efficace à la population d'Afagan, une des zones les plus pauvres du Togo. L'hôpital d'Afagnan se situe à environ 90 km de la capitale, Lomé. C'est en 1961 que la Province religieuse Lombardo-vénétienne des Fatebenefratelli a décidé qu'il voie le jour, dans une zone de 100.000 habitants, la plus pauvre d'après les autorités locales. Celle-ci est durement touchée par de graves pathologies, comme le VIH et la malaria. Aujourd'hui la structure dispose de 269 lits. Pour la seule année 2008, on compte environ 15.000 patients assistés, parmi lesquels 8.500 hospitalisés. Le personnel actuellement en service est formé de 202 laïcs et de 17 religieux et religieuses. Il ne reçoit aucune contribution de l'Etat, mais seulement le soutien économique de la Curie Générale et de la Province lombardo-vénétienne de l'Ordre Religieux, et la contribution des associations. Le coût des soins pour un malade hospitalisé est de 2000 F CFA (environ 3 euros pour les soins médicaux, 3 repas et autres services). Il est difficile pour les malades de prendre en charge ces frais, ainsi plus de 15% d'entre eux, privés de toute ressource, sont soignés gratuitement. (AP)



TOGO SOLIDARITE Recherche des partenaires et de financement

29.07.2010 - Je suis initiateur d'un Projet AGRO-PASTORAL au Togo. Plus précisément à Tsévié. J'évolue avec quelques membres, une vingtaines et aussi avec une association humanitaire a but non lucratif intervenant aussi dans le domaine du nom ASHAU Action Solidaire Humanitaire d'Assistance Universelle site web : www.ashau-togo.onlc.fr Nous sommes en groupement. Et nous voulons nous lancer dans le Maraîchage, et dans toutes sortes d'élevages (Porcs, Moutons, Chèvres, et Volailles). Nous sommes à la recherche partenaires et le financement. Nous avons quinze (15) hectares à YOBOME (Préfecture de Zio/région Maritime). Nous avons débuté avec quelques cochons pour l'élevage, piment et tomates pour le maraîchage... Pour cela nous cherchons des partenaires pour et les financements.

Le President Mr.AVEGNON Antoine

Email : groupevelat@gmail.com

Tél. +228 083 46 85

BP: 292 Tsevie-Togo